

Sauvetage de l'euro

vs

Respect des principes démocratiques de l'Europe

Réflexions d'un Allemand français

Avril 2012

Klaus Kinzler, agrégé de l'université, enseignant à Sciences Po Grenoble

1. A la croisée des chemins, l'Europe n'a-t-elle « que deux options » ?

1.1 L'embaras du choix : une union politique et fiscale ou... la catastrophe

Dans la situation actuelle de la zone euro, donc au premier trimestre 2012, la plupart des grands économistes du monde occidental, malgré d'importantes divergences sur le fond, sont d'accord pour affirmer qu'il n'y a pour l'Europe de la zone euro que deux options:

Soit ses pays membres décident de cheminer rapidement vers « *plus d'Europe* », ce qui signifie concrètement : ils décident de faire un saut considérable dans l'intégration européenne, créent une véritable union politique (gouvernement central, ministère des Finances...), et acceptent donc explicitement le principe d'une redistribution des richesses au niveau européen (transfert durable de substantielles sommes d'argent des pays plus riches de la zone euro vers ceux qui sont plus pauvres).

Soit ses pays membres échouent à se mettre d'accord sur ce saut d'intégration, et ils chemineront alors tout droit vers une catastrophe économique d'ampleur apocalyptique, qui non seulement entraînera l'Europe entière (pays riches et pauvres) mais causera en plus d'importants dégâts au niveau de l'économie mondiale.

Si la grande majorité des économistes occidentaux ont raison et que l'Europe n'a que ces deux options, il ne devrait pas être trop difficile aux Européens de faire le bon choix... Hélas, les choses sont bien plus compliquées que cela.

Prenons comme point de départ l'une des nombreuses illustrations de cet apparent consensus universel, prononcée par un éminent économiste américain, reconnu mondialement notamment pour ses recherches sur l'histoire des faillites d'Etats au cours des siècles passés. Il s'agit de Kenneth Rogoff, ancien

économiste en chef du FMI et actuellement professeur à Harvard, co-auteur d'un livre paru en 2009 sur « *Huit siècles de folie financière* »¹.

« There is only one alternative: Either the euro completely collapses – with all the catastrophic consequences that would entail, - or the core members of the currency union manage to turn the euro zone into a genuine political union. (...) What the monetary union needs more than anything is a central government, including a finance minister, with significant tax and spending authority... » (Kenneth Rogoff, Interview with Spiegel online, February 20th 2012)

1.2. Des électeurs récalcitrants pour sauver l'euro

Rogoff lui-même admet toutefois que peu de pays de la zone euro semblent être prêts aujourd'hui à construire cette union politique indispensable pour éviter la catastrophe:

« The terrible thing is that few countries seem genuinely prepared for that » (Rogoff, op.cit.)

Regardons à présent un deuxième exemple d'analyse de la crise actuelle. Comme Rogoff, l'économiste Satyajit Das affirme l'inévitabilité du sort de la zone euro. Pour nous convaincre, il soutient son verdict par des chiffres effrayants, qui suggèrent toutefois que le scénario-catastrophe est plus réaliste que celui d'émergence rapide des « Etats-Unis de l'Europe ».

*“The debt is concentrated in countries where growth, productivity and cost competitiveness is low (...), which caused the problems in the first place. The relevant wealth is in the hands of a few countries like Germany that appear unwilling to bail out spendthrift and irresponsible neighbors. (...) **The total debt of the PIIGS (+ Belgium) is more than Euro 4 trillion.** A write-down of around Euro 1 trillion in this debt is required to bring the debt levels down to sustainable levels (say 90% of GDP). In the absence of structural reforms and a return to growth, the write-downs required are significantly larger. This compares to the GDP of Germany and France respectively of Euro 3 trillion and Euro 2.2 trillion”.*

¹ **Kenneth Rogoff / Carmen Reinhart**, 2009, *This Time is Different: Eight Centuries of Financial Folly*. Princeton University Press. Titre de la traduction française : *Cette fois, c'est différent. Huit siècles de folie financière*, 2010

In addition, the stronger nations may have to bear the ongoing cost of financing the weaker countries budget and trade deficits.

(Satyajit Das, Bad road ahead, dans : EconoMonitor, le blog de Nouriel Roubini, 13 janvier 2012)

Ce qui est intéressant ici, c'est que l'auteur mentionne sans ambages la facture qu'auront à payer à l'avenir les pays « plus solides » de la zone euro dans la perspective où l'Europe fera ce que Kenneth Rogoff nous présente comme seule planche de salut : une union politique et fiscale au niveau de la zone euro. Mais Satyajit Das, plus explicite sur ce point que Kenneth Rogoff, nous met clairement en garde contre les énormes problèmes que l'Europe aurait à affronter si jamais elle décidait de s'engager sur ce chemin :

***This does not appear economically or politically feasible.** ».* (Satyajit Das, *op. cit.*)

1.3. Une union politique « economically and politically unfeasible »...

« *Politiquement infaisable* », conclut donc l'auteur. Comme Rogoff et d'autres, il exprime ainsi la crainte que la grande majorité des contribuables dans les pays riches de la zone euro soit simplement pas prête à accepter une perspective où, alors que leurs propres Etats sont déjà dangereusement endettés, ils auront à régler l'énorme facture laissée par des voisins virtuellement ou réellement en état de faillite.

Si cela est vrai (et tous les sondages le confirment) et si les populations du Nord rejettent donc majoritairement l'idée d'une *solidarité européenne*², alors, logiquement, la réalisation de cette fameuse *union politique-et-fiscale-et-seule-planche-de-salut* ne sera réalisable que si nos dirigeants européens arrivent, par des subterfuges et un gros chantage (en brandissant le spectre d'une catastrophe imminente) à priver la majorité des électeurs des « pays plus riches » de leur droits démocratiques les plus élémentaires.

Ce *chantage* à la catastrophe imminente est d'ailleurs déjà exercé depuis un petit moment par les gouvernements des pays « moins forts » (c'est-à-dire surendettés) sur leurs populations. Ainsi ces gouvernements présentent leur politique d'austérité comme seul moyen pour éviter la catastrophe (ou le seul moyen pour

² « *Solidarité européenne* » est un terme poétique ainsi qu'un joli euphémisme pour dire que l'on va réaliser une « Transferunion », qui est le mot allemand (et chiffon rouge) pour l'exprimer. Plus franchement, on devrait parler d'un « système de redistribution des richesses au niveau européen du nord au sud » (en allemand : « Euro-Umverteilung », comme l'appelle le titre d'un commentaire paru dans la FAZ le 27 février 2012)

continuer à obtenir les milliards d'euros des programmes d'aide de l'Europe riche, ce qui revient au même). Or, les reportages à la télévision nous montrent quasi quotidiennement qu'une bonne partie des citoyens grecs, portugais et espagnols refusent en réalité le sauvetage par l'Europe dans les sévères conditions proposées : austérité, réformes structurelles, supervision de leur politique fiscale par la « Troika », i.e. la perte *de facto* de leur souveraineté Pour les Grecs par exemple, les présumés « sauveurs » ne sont en réalité que des envahisseurs déguisés, voire pire, comme l'illustre le fait triste et troublant (et pas drôle du tout) que la chancelière allemande Angela Merkel se voit désormais régulièrement affublée de l'uniforme nazi sur les manchettes d'une partie de la presse³.

1.4 Faut-il « changer de peuple » ?

Face à ce dilemme, le philosophe français (communiste) Etienne Balibar, en se référant à Jürgen Habermas, envisage d'une toute autre façon la « *seule solution possible* » pour sortir de la crise. Selon lui, ce qu'il faudrait, c'est...

*« ... une triple redémocratisation » (de l'Europe) : **réhabilitation de la politique au détriment de la finance**, contrôle des décisions centrales par une représentation parlementaire renforcée, **retour à l'objectif de solidarité et de réduction des inégalités entre les pays européens** ». (Etienne Balibar, Une révolution par le haut, Libération 23 novembre 2011)*

Ce sont là des propos édifiants, et toute la France (sauf moi) va spontanément avoir envie d'applaudir des deux mains nos illustres philosophes. Pourtant, même Etienne Balibar doit admettre qu'il y a un fâcheux petit hic dans son rêve, qui risque néanmoins fort de compliquer l'affaire.

*« **Mais l'obstacle le plus difficile à surmonter sera du côté des opinions publiques** ». (*op.cit.*)*

Ah, ces vilains électeurs récalcitrants, - qu'est-ce qu'ils peuvent être embêtants!

Cette naïveté manifeste du philosophe me rappelle la fameuse phrase d'un autre communiste, le grand écrivain Bertolt Brecht qui, dans le cas fort ennuyeux d'un électorat récalcitrant, conseilla (sarcastiquement) à son gouvernement de

³ „We have become the new villain“, s'exclame l'hebdomadaire Der Spiegel (dans l'édition internationale online le 27 février 2012)

l'époque (ce fut la RDA stalinienne de l'an 1953) de « dissoudre le peuple et d'en élire un autre »⁴.

1.5 Mépris du principe économique : les électeurs aussi irresponsables que leurs dirigeants

Mais intéressons-nous un instant aux électeurs, très « indignés » ces temps-ci⁵. Quand on les observe de près, on a envie de dire que ces électeurs européens indignés ne sont pas toujours aussi innocents que l'on a l'habitude de les représenter. Par exemple, je n'ai pas l'impression que, au cours de la décennie qui s'est écoulée depuis la création de l'euro, décennie qui a vu une augmentation exponentielle des dettes publiques, notamment dans la périphérie (PIIGS), ces *électeurs-victimes de la crise* se soient souvent révoltés contre leurs gouvernements quand ceux-ci, dans une irresponsabilité incroyable (criminelle serait un adjectif plus approprié) ont, *soit* eux-mêmes dépensé de colossales sommes d'argent (qu'ils n'avaient pas) pour financer un Etat-Providence qu'ils présentaient comme un modèle pour le monde entier (Grèce, Portugal etc, y compris en France...), *soit* ont (jusqu'à ce qu'à la fin la bulle explose) poussé leurs citoyens à dépenser de l'argent (qu'ils n'avaient pas non plus - et qu'ils ne seraient jamais capables de rembourser) pour consommer des biens ou pour acheter leur maison (Espagne, Irlande).

E.-J. Mestmäcker, un juriste allemand de renom, dans un essai du FAZ du 18 novembre 2011, fustige ce qu'il appelle la « **tâche de honte** » (Schandfleck) des sociétés européennes : Férus adeptes du « principe politique », plus noble à leurs yeux et supérieur au « principe économique », ils se retrouvent à présent en état de banqueroute et blâme, dans un populisme éhonté, les spéculateurs et autres « **impératifs systémiques d'un système financier devenu inhumain** » (Habermas), plutôt que de reconnaître leur propre cécité impardonnable :

Pour Mestmäcker, la « **tâche de honte historique** » des sociétés européennes n'est donc pas, comme l'affirme Habermas, « le manque d'une union politique » nécessaire pour défendre l'Europe contre le pouvoir excessif et l'avidité immorale des marchés financiers, mais plutôt...

⁴ „Das Volk hat das Vertrauen der Regierung verscherzt. Wäre es da nicht doch einfacher, die Regierung löste das Volk auf und wählte ein anderes?“ – selon le poème de Brecht "Die Lösung" (La solution) du recueil „Buckower Elegien“, 1953

⁵ Le petit livre de Stéphane Hessel « Indignez-vous ! » s'arrache dans toute l'Europe depuis sa parution fin 2010 et semble avoir fourni le cri de ralliement de beaucoup d'Européens anxieux et perplexes face à la crise actuelle.

« ... le fait que des Etats civilisés et démocratiques aient pu ainsi être prêts, sans aucun égard pour leur propre solvabilité, à profiter de l'avidité des marchés financiers internationaux pour s'endetter jusqu'au cou, - dans la confiance que l'Europe allait ensuite les sauver » (Stabilität vor Volksentscheid: Der Schamfleck ist die Geldverachtung / La stabilité est plus importante qu'un referendum / La tache de honte, c'est le mépris de l'économique, FAZ du 18 novembre 2011)

1.6 La perte de confiance de la part des investisseurs et la fin du crédit bon marché pour les PIIGS

Le problème majeur aujourd'hui est que certains de ces « gouvernements démocratiques » européens aient, depuis que la crise a commencé en de 2008, perdu toute la confiance de ces marchés financiers dont ils dépendent depuis longtemps comme le junkie dépend de son dealer, marchés régulièrement (et dans un joli manque de suite dans les idées) dénoncés comme d'immoraux rapaces alors que c'étaient eux qui, dix années durant, avaient toujours été prompts à leur avancer la petite dizaine de milliards de plus dont ils avaient besoin (comme la France en 2010)⁶ non pas pour faire des folies et distribuer des bienfaits aux électeurs mais simplement pour boucler leurs fins de mois, payer les salaires de leurs fonctionnaires et le fonctionnement de leurs écoles et hôpitaux:

*« The fact that nations are continually spending more than they take in cannot turn out well in the long run. The word "credit" comes from the Latin "credere," which means "to believe." **The system will only function as long as lenders believe in borrowers. Once the belief in the creditworthiness of borrowers is destroyed, hardly anyone will be willing to buy their securities**». (Alexander Jung, Ponzi Planet, Spiegel Online, 5 janvier 2012)*

⁶ En 2010, **chaque mois, la France a ainsi dû se procurer plus que 10 milliards d'euros frais** sur les marchés financiers, rien que pour payer ses factures et les intérêts de sa dette. Mais même sans avoir à payer ces intérêts (environ 50 milliard cette année-là), les revenus de l'Etat n'auraient pas suffi pour éviter ces nouveaux crédits, car la France, depuis deux années au moins, affiche ce qu'on appelle un « déficit primaire ». Pour illustrer la situation, regardez ces deux chiffres de 2010 : *pour un budget de 390 milliards d'euros, le déficit budgétaire français représentait environ 140 milliards, les revenus fiscaux, eux, environ 250 milliards.*

1.7 Les électeurs veulent être trompés

A moins d'avoir subi un lavage de cerveau anticapitaliste, l'inéluabilité avec laquelle cette perte de confiance auprès des « dealers » de l'Europe est arrivée aurait dû en principe être accessible à tout adulte normalement constitué. Les électeurs européens, eux, n'ont pourtant rien vu venir⁷. Ils préfèrent aujourd'hui s'en prendre, selon leurs préférences, à Merkel, Sarkozy, Standard & Poor's, le FMI, au, plus simple encore et parce que leurs profs de lycée le leur ont inculqué, au capitalisme comme système.

Or, la triste réalité est que l'électeur de base dans nos pays démocratiques aime à être trompé et qu'il est de façon inhérente un être irresponsable. Cet électeur demande la retraite à 60 ans et on la met en place (quand elle est abolie, il demande qu'on la lui rétablisse; alors certains le lui promettent, alors que dans le même temps, ailleurs dans en Europe, juste un peu plus au nord ou à l'est ou au nord-ouest, on passe déjà à 67 ans et qu'on discute d'un âge de retraite à 70) ; cet électeur réclame la semaine de 35 heures et on la met en place (alors qu'ailleurs en Europe on travaille longtemps) ; il demande à garder les allocations de chômage pendant une durée de 24 mois, et on n'y touche pas (alors qu'ailleurs, cette folie collective a été abolie depuis belle lurette et qu'en plus - est-ce un hasard ? - le chômage est bien plus bas dans ces endroits) ; notre électeur irresponsable demande une prime à la casse pour acheter une voiture neuve fortement subventionnée par l'Etat, la gratuité des études supérieures et, bien entendu, celle de la santé (« parce la santé est un droit »), un SMIC qui augmente chaque année etc (cette liste des présumés « acquis sociaux » - i.e. intouchables, sacrés - est évidemment totalement arbitraire et loin d'être exhaustive...). Bref : dans tout ce délire collectif, peu nombreux sont les électeurs qui posent la question de savoir qui va payer la facture.

« L'argent, il y en a, on n'a qu'à le chercher là où il est, les riches payeront... ! ». Voilà quelques-uns des slogans les plus courants. Que cette folie sera entièrement à la charge des générations futures, personne ne veut l'admettre⁸. L'article de Spiegel online cité plus haut explique ainsi le comportement des électeurs :

⁷ Ces dernières années, dans mes cours à Sciences Po Grenoble, à chaque fois que j'ai tenté de thématiser la « bombe à retardement » que représente la dette publique à mes yeux, mes étudiants me prenaient soit pour un taliban de l'orthodoxie allemande intellectuellement enfermé dans le bunker de la Bundesbank, soit pour un simplet incapable de comprendre qu'un Etat (et encore moins un Etat aussi puissant et resplendissant comme celui de la France !) ne pouvait pas faire faillite. Ils étaient encore à l'école élémentaire en 2001 et n'étaient pas au courant du sort qu'a connu l'Argentine à ce moment-là. Plus grave : l'endoctrinement anticapitaliste qu'ils ont subi durant leur scolarité les empêche de voir l'évidence et d'utiliser leur bon sens.

⁸ Je me suis frotté les yeux quand en 2010 on a vu des milliers de lycéens français manifester en faveur de la retraite à 60 ans, aux côtés des quinquagénaires des syndicats du service public. Ces lycéens ont sans doute

*« ...voters ultimately have themselves to blame for the excesses. Scientists refer to "rational ignorance" when citizens deliberately avoid dealing with uncomfortable issues. People overestimate the benefit of current tax cuts and fail to recognize that today's debts are automatically tomorrow's debts, as well. In other words, **people want to be deceived** » (A. Jung, op. cit.)*

1.8. « Vos dettes ne sont pas les nôtres ! » - Est-ce bien sûr ?

Une autre « bonne » idée que certains populistes ou intellectuels ou syndicalistes irresponsables soufflent à l'oreille de leurs électors, c'est qu'il puisse être possible à un pays de décider unilatéralement de ne plus rembourser la dette⁹ et de demander aux créanciers de renoncer à récupérer leur argent. Une bonne partie des citoyens grecs aujourd'hui, désespérés par la ruine de leur pays, sont certainement en faveur d'une telle solution, et même au-delà de ce qui se fait actuellement avec la partie de la dette grecque détenue par des investisseurs privés. L'exemple grec pourrait d'ailleurs inspirer ensuite les Portugais et les Espagnols, car pourquoi les uns rembourseraient leurs dettes et les autres non ?

Si le referendum proposé en novembre 2011 par le premier ministre grec avait effectivement été organisé, le résultat le plus probable aurait donc été le refus pur et simple du peuple grec d'endosser la responsabilité du Mont Olympe de dettes qui pèse sur leur pays. Vue la situation sociale dramatique que beaucoup d'eux vivent aujourd'hui, on peut les comprendre, Il n'empêche : au niveau collectif de l'Etat et de la société grecs, l'absurdité pathétique de leur raisonnement n'en demeure pas moins frappante.

1.9 La dette : maladie de (presque) tous les gouvernements démocratiques

Comme le rappelle The Economist dans un excellent article sur notre sujet, tout ce qu'on vient d'exposer, démontre indubitablement quelques failles bien connues de (et l'argument historique contre) la démocratie.

été envoyés manifester par leurs professeurs. Voir ces jeunes manifester en faveur du maintien d'un système qui porte en lui la destruction pure et simple de toute perspective de retraite payée pour eux-mêmes a été l'un des spectacles les plus tristes qu'il m'ait été donné à voir en 28 années de vie politique française.

⁹ « Vos dettes ne sont pas les nôtres ! » est un fort joli slogan que je lis souvent sur les tracts que me remettent de gentils messieurs quinquagénaires et barbus quand je me rends au restaurant universitaire. Ils sont là depuis 20 ans, on a vieilli ensemble. Mon seul espoir est qu'ils vont bientôt prendre la retraite (à 58,5 ans sans doute, car c'est l'âge moyen auquel les Français arrêtent de travailler).

« *The prospect of financial ruin was one reason why many feared the introduction of democracy. “The ignorant majority, when unrestrained by a superior class, always sought to tamper with sound money”, said Thomas Hutchinson, a lieutenant governor of Massachusetts in 1753. Alexander Hamilton described the progressive accumulation of debt as “perhaps the natural disease of all governments” (The Economist, Voters versus creditors: Market discipline works when other controls fail, 19 novembre 2011)*

La conclusion de l'article du Economist n'est que logique. Si l'on veut éviter la banqueroute des pays démocratiques, il faut qu'ils soient dotés d'instances fortes qui soient en mesure de limiter la fâcheuse tendance des gouvernements successifs à ruiner leur pays. Au cours des siècles passés, comme le dit ce même article, on a essayé toute sorte d'instances et de règles pour y arriver:

« *The gold standard, balanced-budget requirements, independent central banks etc* » (Economist, op.cit.).

Mais quand, comme aujourd'hui encore et comme presque toujours, ces instances ou règles s'avèrent être trop faibles...

« *...when those rules fail, the markets assert their own grim discipline.* » (The Economist, op.cit.)

1.10 La « dictature des marchés financiers » versus « le primat du politique »

Et quand, en toute logique, les taux d'intérêts explosent dans les pays qui ignorent cette règle cruelle, et quand cela menace ensuite de faire exploser les fragiles budgets de pays comme la Grèce, le Portugal, l'Espagne et l'Italie ..., commence alors, dans les médias et dans la bouche des responsables politiques de tous bords, le vaste chœur de lamentations sur la « **dictature des marchés** », qui, selon l'étrange consensus qui s'y dégage, auraient pris le pouvoir dans le pays, dans le mépris le plus total et scandaleux des principes démocratiques les plus élémentaires.

Ce qui surprend l'observateur quand il regarde de près la composition de ce chœur international, c'est qu'il y trouve la voix familière d'une chanteuse soliste célèbre qui, en Grèce et ailleurs, est d'habitude perçue davantage comme ténor de l'orthodoxie « ultralibérale » que comme une soprano syndicaliste... Il s'agit, vous l'aurez deviné, de la chancelière allemande Angela Merkel, citée et commentée ici par The Economist, un tantinet moqueur. Écoutons sa voix:

*“Angela Merkel, the German chancellor, spoke for many Europeans when she said last year that **“We must re-establish the primacy of politics over the markets.”** The Europeans created the euro to prevent the crises caused by currency speculators, only to find themselves pushed around by bond investors.” (The Economist, op. cit.)*

1.11 L’intelligentsia européenne exige également « le primat du politique sur l’économique »

Quand la démocratie est ainsi brutalement foulée au pied par les marchés financiers, nos grands intellectuels ne peuvent être en reste. Jürgen Habermas, Ulrich Beck (et même Frank Schirrmacher, le chef du ‘Feuilleton’ (c’est-à-dire des pages culturelles) pas très libérales de la « très libérale » (Le Monde) Frankfurter Allgemeine Zeitung¹⁰), pour ne citer que ces trois représentants allemands de la fine fleur de notre intelligentsia européenne, lancent tous des SOS indignés pour la démocratie en danger et parlent d’une « bataille décisive » pour le pouvoir qui serait en train de se dérouler entre deux principes antagonistes : « **zwischen dem Primat des Ökonomischen und dem Primat des Politischen** », sous-entendant évidemment que c’est au politique, et non pas à l’économique, de trancher les grands choix de notre époque, et surtout pas aux « gnomes de Zurich », ...as put it famously the British Labour PM Harold Wilson way back in the 60s... (cité par The Economist, op. cit.)

2. Crise d’identité d’une Europe qui vit dans le « déni de réalité »¹¹

2.1 L’Europe, à l’origine un grand projet de paix, ne sait plus aujourd’hui à quoi elle sert

Cela fait longtemps que l’on parle du manque de légitimité d’une Europe que les élites cosmopolites de Bruxelles auraient construite dans un manque total de

¹⁰ Lisez, si cela vous amuse, leurs prises de position dans la grande presse. Je vous avertis toutefois que vous allez perdre votre temps. En gros, quoiqu’avec des mots et une syntaxe bien plus compliqués, ils disent exactement la même chose que des millions d’électeurs naïfs, endormis par leur classe politique populiste et leurs syndicats anticapitalistes. Tout cela sonne fort intelligent mais est, hélas, « economically illiterate », pour reprendre la formule d’un économiste...

¹¹ « *France in denial* » est le titre de la couverture qu’a choisie The Economist le 31 mars 2012 pour commenter la campagne présidentielle française. Il s’agit, selon l’hebdomadaire londonien, de « la campagne électorale la plus frivole de l’Occident ». Hélas, ce titre conviendrait aussi bien à l’UE dans son ensemble.

transparence, subrepticement, quasiment 'dans le dos' des électeurs, et surtout très patiemment, « pas par pas », selon la fameuse « méthode Monnet », méthode dont le secret est qu'aucun de ces pas considéré isolément ne choque les électeurs qui se réveillent un beau matin quand l'œuvre est achevée et qu'il est impossible de revenir en arrière. Le sauvetage de l'euro, commencé il y a deux ans, est un parfait exemple pour illustrer cette méthode aussi antidémocratique qu'efficace.

Ainsi il n'est pas surprenant que, depuis le début de la crise, une Europe impuissante à venir à bout des problèmes qui la menacent semble plonger de plus en plus profondément dans une sorte de crise d'identité, où plus personne ne semble plus savoir très bien à la fin à quoi elle pourrait bien servir.

Pendant longtemps, la construction de l'Europe allait quasiment sans dire. Après deux guerres mondiales et le génocide juif dont l'Europe fut le théâtre, il fallait d'urgence en finir avec les siècles de haine, de guerres et de morts, et construire enfin ensemble, par le commerce d'abord, puis par une intégration de plus en plus profonde, une vaste zone pacifiée et prospère.

Pendant 30 années au moins, cette Europe, assurément, a été un immense succès. Et tant que les populations européennes continuaient à s'enrichir un peu plus chaque année (« *Les Trente glorieuses* » / « *Das deutsche Wirtschaftswunder* »), personne (sauf quelques irrédentistes obtus ou des extrémistes de droite ou de gauche) ne pouvait raisonnablement remettre en question le bien-fondé du processus d'intégration européenne.

Les choses avaient déjà changé un peu avec l'arrivée du chômage de masses suite aux chocs pétroliers des années 70, mais elles ont définitivement changé avec la crise actuelle, qui s'avère être le moment de vérité pour l'Europe.

Soudain, nous prenons douloureusement conscience du fait que notre niveau de vie et, surtout celui de nos enfants, va fortement baisser dans les années à venir au lieu de continuer à augmenter (il est vrai que la plupart des gens refusent encore une telle idée, qui leur semble simplement incongrue, *antihistorique*), mais le fait est nous commençons doucement à comprendre qu'à l'avenir nous allons devoir travailler davantage et pour une plus longue durée, et les plus perspicaces d'entre nous savent déjà que les générations futures d'une Europe vieillissante et économiquement sclérosée auront beaucoup de mal à nourrir l'armée des retraités et des malades (d'Alzheimer, de Parkinson et d'autres maladies dégénératives liées à une espérance de vie en constante augmentation) que formera bientôt la génération actuelle des « baby-boomers », ceux-là mêmes qui, au lieu de préparer l'avenir de leurs pays, ont aveuglément dilapidé la richesse construite par la génération de leurs pères, - celle qui avait reconstruite l'Europe en ruines après la Deuxième Guerre mondiale.

2.2 « L'Europe, c'est la paix. L'euro, c'est l'Europe et tralali-tralala... » - Une rengaine éculée censée cacher le déficit croissant de légitimité de l'Europe

Le déclin général de l'Europe n'est pas notre propos ici¹². Notre propos, c'est la démocratie européenne à l'époque du sauvetage de l'euro, et la légitimité qu'ont (ou n'ont pas) les dirigeants européens à vouloir sauver l'euro « à tout prix » (dixit « Merkozy », en novembre 2011).

Aujourd'hui, face à la révolte qui couve face à une politique qui impose à des millions de citoyens européens de se serrer la ceinture tout en court-circuitant les principes démocratiques qui nous sont chers, ce à quoi on assiste, c'est, de la part des dirigeants européens, le recyclage d'une bien poussiéreuse rhétorique de paix et de réconciliation dont le but évident est de convaincre les citoyens, angoissés face à la crise et aux dégâts qu'elle cause, que seule une Europe encore plus intégrée sera capable de nous sortir de ce mauvais pas.

Pour arriver à leurs fins, nos dirigeants veulent donc nous faire accroire que dans l'éventualité où cette Europe plus intégrée qu'ils appellent de leurs vœux ne voyait pas le jour rapidement, notre monnaie commune risquerait de s'effondrer purement et simplement, et, avec elle, dans un jeu de dominos effroyable, toute la formidable construction de paix accomplie par l'Europe en presque sept décennies¹³.

Ainsi, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel n'ont de cesse, depuis presque deux ans, de répéter à satiété aux Européens cette rengaine, qui semble évidente à première vue :

« L'euro, c'est l'Europe¹⁴, l'Europe, c'est la paix ... »...

... ce qui, par voie de conséquence, donne, dans la bouche de « Merkozy », cette formule pathétique et remarquable :

¹² Lisez à ce propos le nouveau livre de l'historien Walter Laqueur: *After the Fall: The end of the European dream and the decline of a continent*, New York, 2011.

¹³ Un article paru dans Spiegel online international cite Helmut Kohl, avec François Mitterrand l'un des pères de l'euro, qui se mêle du débat. « *He urged Germany to stay committed to **European unity which he said remained a matter of war and peace, even 67 years after the end of World War II*** ». (Kohl urges Germans to stay committed to Europe, 28 février 2012)

¹⁴ Veulent-ils dire par là que les dix pays membres de l'UE qui n'ont pas choisi la monnaie unique ne font pas partie de « l'Europe » ?

« Wenn der Euro scheitert, scheitert Europa » (Si l'euro échoue, c'est toute l'Europe qui échouera)

Regardons rapidement deux autres variations de ce thème cher à nos dirigeants européens : l'une est encore d'Angela Merkel, l'autre du président du Conseil européen Herman van Rompuy:

« History has taught us that countries with a joint currency don't go to war with one another » (A. Merkel, citée par P. Scheffer, EU can no longer play the war card, De Morgen, Brussels, 19 janvier 2012)

"Together with the euro the Union will fall, and with the Union our greatest guarantee of peace." (H. van Rompuy, cité par Scheffer op.cit.)

2.3 Pédagogie : selon le philosophe Paul Scheffer, l'Europe n'a pas a besoin d'émotions mais d'un discours de vérité pour convaincre ses citoyens eurosceptiques

Le philosophe et journaliste néerlandais Paul Scheffer nous met en garde contre une telle instrumentalisation de la rhétorique de réconciliation d'après-guerre qui, selon lui, non seulement sonne faux aujourd'hui mais, pire, est contre-productive, car selon lui, elle ne fait qu'augmenter le déficit de légitimité dont souffre l'Europe.

"But now, "never again" is no longer effective. Nightmare images of a possible return to previous violent conflicts serve only as a distraction. In fact: the practice of instrumentalizing the war to construct a European narrative has been completely exhausted." (P. Scheffer, op.cit.)

Selon Scheffer, ce qu'il faut aujourd'hui, plutôt que de jouer avec de vieux fantômes, c'est un discours de vérité qui prend au sérieux les citoyens européens tout en les mettant en face de leurs responsabilités.

Il faut donc rompre avec la rhétorique pompeuse, solennelle et somme toute infantilisante du passé et bâtir une justification radicalement nouvelle de l'intégration européenne, une justification qui compte sur l'approbation explicite de la construction de l'Europe par ses citoyens. Cette approbation doit être obtenue, certes, en expliquant aux citoyens les avantages évidents que l'intégration européenne apporte à la grande majorité d'entre eux, mais elle doit être obtenue – surtout - sans qu'on essaie de minimiser ou cacher aux Européens

les risques manifestes que l'abandon de larges parts de la souveraineté comporte pour les pays membres de la zone euro :

“Never again” thus leads all too easily to a democratic deficit. Europe stands or falls on the consent of its citizens. During the referendum on the constitution (2005), there was very little objective talk of costs and benefits, ends and means”.

Not once was it made explicit that with the creation of a European Union, Berlusconi would also be one of our politicians, that Greece's budgetary deficits would be ours to carry¹⁵, and that immigrants legalized in Spain are our future citizens as well” (Scheffer, op.cit.)

J'anticipe un peu en citant une dernière fois Paul Scheffer qui défend donc le principe très sain et profondément démocratique selon lequel il faut traiter les citoyens comme des adultes et leur dire la vérité, même si cette vérité n'est pas agréable à entendre. Chercher à convaincre les Européens non pas avec des émotions d'un autre temps mais avec des arguments rationnels puisés dans le présent, voilà ce qui pour lui est la voie qu'il faut enfin suivre.

Il faut donc, selon Scheffer, que les citoyens européens, du Nord ou du Sud, comprennent que le projet européen vaut la peine d'être poursuivi, et cela d'autant plus dans la perspective où nous voulons réussir à dépasser les erreurs historiques de construction de la zone euro et sortir un jour, définitivement, de cette crise qui ébranle toute l'Europe dans ses fondements.

“The euro zone crisis is not fatal as such, but an invitation to assume one's responsibilities.

If the euro can be saved by transferring essential budgetary competences to Brussels, then support for this proposal should be sought with great conviction. And if a currency union also implies a transfer union, then we should strive for and defend a redistribution of wealth from richer regions to poorer ones.“ (Scheffer, op.cit.)

L'appel de Paul Scheffer est courageux. Mais nos dirigeants européens, vont-ils avoir le courage nécessaire pour entreprendre ce travail de pédagogie, qui est une

¹⁵ Cette remarque est curieuse, car si l'UE, comme le suggère le philosophe, avait averti ses citoyens d'avance qu'un jour on aurait à « sauver » la Grèce à l'aide de centaines de milliards d'euros, cela aurait été l'aveu que personne ne croyait sérieusement à Bruxelles que les traités européens (et surtout le Pacte de stabilité ou la fameuse clause de non-assistance » » (« no bail-out ») allaient être respectés, - avec la conséquence évidente qu'aucun Allemand n'aurait jamais accepté, même pas Helmut Kohl, d'abandonner le deutsche mark...

condition sine qua non si une Europe plus démocratique veut avoir une chance de survivre ?

Ou préfèrent-ils continuer à laisser le champ libre aux populistes de tous poils, de l'extrême gauche à l'extrême droite, auxquels l'occasion a été donnée depuis bien trop longtemps de profiter de l'infantilisation des peuples européens ?

Supposons que nos politiques aient ce courage de vérité face à leurs électeurs. Une autre question se pose alors : ces électeurs, inquiets et souvent mal informés, habitués au fil des décennies aux discours lénifiants sur l'Europe, comment vont-ils réagir au choc ?

2.4 Et que faire si les électeurs disent « non » ?

Oui, que ferons-nous le jour où les électeurs européens diront : « Non, nous ne sommes pas d'accord avec ce que vous proposez pour résoudre la crise et faire avancer l'Europe ! ».

Très concrètement, que ferons-nous si en avril 2012 une majorité de citoyens grecs, soucieux de leur dignité en tant que peuple, décident collectivement qu'ils veulent en finir avec l'austérité et une vie placée *de facto* sous *un protectorat européen* ? Et que faire s'ils acceptent la conséquence de ce choix, qui est que la Grèce doit quitter la zone euro ? Va-t-on alors laisser partir ce pays librement et sans menaces ?

Ou, posant la question autrement : les Grecs, ont-ils même le droit de nous quitter quand leur départ de la zone euro a toutes les chances de provoquer une réaction en chaîne qui, nous dit-on, risque de précipiter tout le continent dans une crise bien pire encore que dans l'hypothèse où ils resteraient ?

Et que faire le jour où - bien pire encore - les Italiens, qui actuellement sont dirigés par un gouvernement non élu de technocrates, décident démocratiquement qu'ils en ont assez eux aussi de se serrer la ceinture et de subir des réformes qu'ils ont été si fiers d'avoir pu éviter pendant des décennies ? Écoutons ce qu'en pense l'un des éditorialistes du Economist :

*“Put more simply, the euro zone, and indeed the European Union, has always had a legitimacy problem. **Given the clear economic costs of the single currency for much of Europe, it now has a serious legitimacy problem. Residents of every euro zone country are now asking themselves very difficult questions about whether it is in their interest to stick with this project. The idea that having an unaccountable***

technocracy "orchestrate the fall of elected leaders" in order to eliminate threats to the euro zone is a good thing for the future of that union is bizarre and dangerous, in my view, and highly likely to backfire". ." (Rule by technocracy, The Economist, November 17th 2011)

The Economist semble donc prêt à accepter qu'on aille au bout de la logique démocratique, même si les conséquences peuvent être dramatiques.

*"If Italian voters can't be convinced to give up sovereignty in order to secure the euro-zone economy, then they should be given a political choice to stay in the single currency or leave. Ultimately, the critical decisions must be made by elected leaders in member nations. Central banks are independent so that they can take the unpopular steps necessary to prevent financial and economic disaster, not so that they can **manipulate a stubborn citizenry** (The Economist, op. cit.)*

Cette citation, notamment la question de l'abandon de la souveraineté fiscale évoquée à l'instant dans notre exemple italien, nous mène tout droit au problème suivant, celui de la question (philosophique) de la nature d'une démocratie et de celle, plus technique, de savoir quand un Etat qui abandonne des parts de plus en plus importantes de sa souveraineté, tout simplement arrête d'être un Etat. Et, ce faisant, arrête peut-être d'être une démocratie...

3. Démocratie dans le Sud *versus* démocratie dans le Nord :

La zone euro est un « piège » pour tout le monde...

3.1 Des parlements nationaux humiliés ?

« *Europa schafft sich ab* » (*L'Europe s'abolit*) est le titre provocateur d'un essai paru dans le Frankfurter Allgemeinen Zeitung (30 janvier 2012) qui affirme que...

*«... dans le continent où jadis régnait la souveraineté des peuples, l'époque de la **post-démocratie**¹⁶ a commencé depuis longtemps » (FAZ, op. cit.)*

L'auteur de l'essai avance de solides arguments. Il plaint notamment les députés du Bundestag, le parlement allemand, à qui, depuis presque deux ans maintenant, on n'arrête pas de faire parvenir, parfois au plein milieu de la nuit, les nouvelles décisions de sauvetage prises à Bruxelles, décisions qui à chaque fois engagent des centaines de milliards d'euros de garanties et de crédits en faveur des pays surendettés, décisions qui surtout et très concrètement engagent les 82 millions de contribuables allemands dont les députés ont le devoir constitutionnel de représenter et défendre les intérêts¹⁷.

L'auteur de notre article souligne que d'habitude, les députés allemands, représentants pourtant d'un peuple souverain, ont à peine quelques jours à leur disposition pour donner leur avis, sous le prétexte que la crise est dangereuse et que le sauvetage du continent peut à tout moment (du moins dans le discours des dirigeants politiques et économiques) devenir une affaire de vie et de mort. Il semble bien normal alors, dans de telles circonstances, qu'on demande aux petits députés allemands de se grouiller un peu...

Pour ce qui est du fond de ces programmes de sauvetage et de leurs conséquences financières pour l'Allemagne à long terme, tout cela est bien entendu fort complexe et surtout très technique, ce qui fait que la plupart des députés n'y comprennent strictement rien (ils le disent eux-mêmes, désespérés, face aux journalistes qui les interrogent). Ils disent en substance qu'ils n'y comprennent ni plus ni moins que vous et moi, et, vue la pression que l'on exerce sur eux (le monde entier va les lyncher si c'est à cause de leur lenteur de décision que le monde entier est précipité dans le chaos) ils doivent plus d'une fois se demander comment il est possible qu'ils ont passé toute une vie honnête de parlementaire à batailler, patiemment, parfois pendant des années de leur carrière, pour obtenir quelques milliards ici, quelques centaines de millions là...

¹⁶ Un diagnostic affirmé brillamment par le penseur allemand **Hans Magnus Enzensberger** en 2011, dans un petit livre politiquement peu correcte (et donc ignoré par l'establishment), dont le titre en dit long : « Sanftes Monster Brüssel oder : die Entmündigung Europas » (Bruxelles, le doux monstre ou : La mise sous tutelle de l'Europe).

¹⁷ La Cour fédérale constitutionnelle de Karlsruhe vient de renforcer les droits du Bundestag en statuant notamment que la création par loi fédérale d'un comité de neuf députés issus de la Commission budgétaire du Bundestag, censée permettre au Bundestag de réagir rapidement face à des situations d'urgence sur les marchés financiers, était anticonstitutionnelle parce qu'elle lésait le reste des 600 députés allemands dans l'exercice de leurs droits (Karlsruhe stärkt die Rechte des Bundestags, Frankfurter Allgemeine Zeitung, 28 février 2012).

« ... pour financer quelques crèches en plus ici, des universités meilleures là, la subvention de l'électricité écologique ou celle des producteurs de lait... » (FAZ, op. cit.)

De longues années d'une carrière de député donc passée en gros pour obtenir les quelques millions pour financer l'échangeur d'autoroute reliant leur patelin à la grande ville où ils habitent..., et puis, soudain, crise de l'euro oblige, non seulement ils doivent débloquer des sommes astronomiques équivalentes au budget annuel de leur pays, mais en plus, ils doivent prendre leurs décisions à une vitesse grand V et loin des procédures parlementaires habituelles qui certes sont lentes et compliquées, mais qui surtout sont le fruit de 60 années de pratique quotidienne de la démocratie et du respect de la loi.

Les parlements européens, exposés au chantage des leaders européens et mondiaux (même le président américain s'y mêle régulièrement pour demander aux Européens « to get their acts together ») sont ainsi régulièrement, depuis deux ans, acculés à signer des sortes de chèque en blanc pour approuver des programmes européens d'aide à la Grèce, l'Irlande, le Portugal, puis la Grèce une deuxième fois, bientôt sans doute encore le Portugal et l'an prochain, qui sait, un troisième « paquet d'aide » pour la Grèce¹⁸..., des programmes qui, cumulés, se chiffrent à des centaines et bientôt milliers de milliards d'euros de garanties (qui des citoyens sait réellement ce que des chiffres aussi énormes peuvent bien signifier ?), des sommes, cela est certain, qui sont plus grandes que toutes celles que le Bundestag a votées depuis le début de son existence en 1949 et bien plus grandes que le coût cumulé de l'unification allemande. A l'époque, au moins (le député allemand moyen va se dire), ces sommes exorbitantes ont été débloquées en faveur d'autres Allemands et non pas pour aider des populations que tout au plus on fréquente durant quelques semaines de l'année, en été, quand on passe ses vacances sur les plages ensoleillées du Sud européen ...

Arrivé presque au bout de l'article, le journaliste de la FAZ s'exclame:

« Les députés allemands doivent se sentir tous totalement humiliés par un tel putsch économique ! » (FAZ, op. cit.)

Suit la conclusion de l'article, où l'auteur exprime sa crainte que...

„... ce qui après les désastres de la Second Guerre mondiale a commencé si dignement, si intelligemment » puisse se terminer

¹⁸ C'est **Wolfgang Schäuble**, ministre des Finances allemand, qui, à la consternation de sa chancelière, a fait entendre au mois de février 2012 qu'un troisième, et sans doute même d'autres programmes d'aide pour la Grèce, ne pouvaient pas être exclus.

par l'implosion de cette entreprise si fragile qu'est celle de la construction de la démocratie. » (FAZ, op. cit.)

La perspective déprimante qu'il voit déjà se profiler à l'horizon est la suivante :

« Europa – das Museum der Demokratie » (FAZ, op.cit.)

The Economist, quant à lui, avec son habituel humour noir, esquisse le sort qui sera réservé aux futurs parlements nationaux de la zone euro une fois qu'une union fiscale aura été introduite.

« In short, having lost their ability to control their monetary policy, voters may have to lose control over their fiscal policies as well. National politics will be reduced to dealing with social issues, such as smoking bans... » (Voters versus creditors, The Economist, op. cit.)

3.2. La démocratie désarmée et humiliée par les marchés financiers. Mais à qui la faute ?

Quitte à me répéter, je voudrais reposer ici la question de la responsabilité dans cette crise profonde de la démocratie que nous sommes en train de vivre, et de la perte du pouvoir de nos représentants politiques face aux contraintes bassement économiques (les méchants marchés financiers...) qui, sans pitié, s'exercent sur eux:

Toute cette crise de la démocratie en Europe, est-elle donc due, comme on l'entend souvent, à un détestable *putsch* de la part des « spéculateurs », à l'avidité immorale des Hedge Funds, à une sombre machination des grandes agences de notations (comme par hasard toutes américaines) ? Bref : tout cela, est-ce la faute d'un « capitalisme financier à la dérive », ou même, tant qu'on y est : celle du capitalisme tout court ?

Ou, ou contraire, s'agit-il plutôt du résultat quasi mécanique de l'incompétence de la classe politique européenne dans son ensemble (comme le suggère l'article du FAZ cité plus haut) ? Ou simplement, comme nous l'avons déjà suggéré, de celui de la bêtise des électeurs européens ? Ou des deux à la fois ?

The Economist, dans l'article déjà cité, remet les pendules de la responsabilité à l'heure, avec une formule simple :

“In theory, there is an easy answer. If you don't want to be bothered about the bond markets, don't borrow from them. The finance ministers

of Norway and Saudi Arabia have no cause to worry about their borrowing costs because they are net creditors” (The Economist, op. cit.)

Certes, tous les pays ne possèdent pas d'inépuisables ressources en gaz ou pétrole qui font que même les gouvernements les plus irresponsables et antidémocratiques (Arabie Saoudite) arrivent à sortir leur épingle du jeu. Il n'empêche : la leçon du Economist reste valable.

3.3 Comment redonner le pouvoir au peuple ? Le débat sur le referendum grec

Un bon exemple de ce drôle de débat sur la menace que fait peser sur la démocratie en Europe le sauvetage de l'euro a été celui, bref mais violent, sur le bien-fondé ou non de la proposition du dernier premier ministre grec, George Papandreou, qui au début du mois de novembre 2011, face à une révolte de plus en plus grande de son parlement et des manifestants rassemblés dans la rue, a publiquement appelé de ses vœux l'organisation d'un referendum afin d'interroger ses citoyens s'ils voulaient bien accepter ou non les sévères conditions dictées par l'UE pour l'obtention de nouveaux crédits et le maintien de leur pays au sein de la zone euro.

Alors que dans les sondages, les Grecs, sans complexes, exprimaient qu'ils voulaient volontiers accepter l'argent des Européens mais qu'ils refusaient catégoriquement aussi bien l'austérité que les réformes structurelles (que la bureaucratie grecque, incompétente et corrompue, était sans doute simplement incapable de mener à bien), quasiment tout le monde en Europe s'est acharné avec violence sur le pauvre George Papandreou pour présenter comme une pure absurdité cette idée parfaitement démocratique (et prévue d'ailleurs par la constitution grecque) d'un referendum à soumettre au peuple à propos d'une question qui décidera de son sort pour les décennies à venir.

Pour résumer, il paraît que « Merkozy » lors d'une rencontre qui a duré à peine 20 minutes (et dont on imagine qu'il se souviendra), a fait comprendre au pauvre Mr Papandreou qu'il valait mieux oublier cette idée illico presto. Ce qu'on lui a suggéré à la place c'est de renoncer tout aussi vite à son poste de premier ministre et de faire place à un nouveau gouvernement, placé de préférence sous la direction d'un « expert » bien connu des dirigeants européens, qui n'était personne d'autre que l'ancien membre du directoire de la BCE Lucas Papademos.

Quelques jours plus tard, « Merkozy » frappa derechef en faisant partir Silvio Berlusconi et en imposant non seulement un nouveau premier ministre italien mais un parfait « gouvernement d'experts », - une nouvelle forme de

gouvernement en substance, que The Economist a appelé, avec un froncement de sourcil, « rule by technocracy » » (titre de l'excellent article déjà cité du 17 novembre).

3.4 Nécessité de donner la voix aux électeurs, mais...

Quasiment tout le monde est d'accord pour dire que les électeurs européens doivent avoir le droit de donner leur avis quand la politique s'apprête à décider du bouleversement de leurs vies et de celle du pays entier :

These are big questions, affecting the nature of the state, sovereignty and democracy. Mr Papandreou may have messed up his tactics, but he was right on one point. The changes needed to save the euro are so profound in nature that, sooner or later, they must have the explicit consent of the people—or they will fail. (The Economist, 5th of November 2011, A Greek bearing gifts : George Papanrdeou chose the wrong time to call for a referendum)

Un autre article du Economist va dans le même sens : Voici son titre :

“Europe against the people? Efforts to save the euro cannot run against the will of the voters indefinitely” (The Economist, 12 November)

3.5 Les électeurs doivent assumer les conséquences de leur choix, mais...

Fort bien, tout le monde semble donc être d'accord, mais que faire quand les électeurs, par malheur, ne font pas la « bonne » décision? Est-ce que dans ce cas on répète l'élection jusqu'à ce qu'à la fin ils comprennent enfin lequel est le « bon » choix, - une pratique bien rodée depuis les referendums irlandais... ?

Imaginons une seconde que les populations d'un pays de la zone euro décident, parfaitement démocratiquement, de ne pas accepter les conditions draconiennes liées aux programmes d'aides de l'UE et du FMI. Alors quoi ?

Pas de problème, dit The Economist, il faut simplement dans ce cas assumer les conséquences de ce choix :

“We can argue that voters have the right to renounce debts taken out in their name. But they also have to accept that it is hard to compel

creditors to lend them (foreign creditors at any rate)” (The Economist, Political Commitment, 10 février 2012)

3.6 Décisions démocratiques des électeurs du Sud versus décisions démocratiques des électeurs du Nord

Il est donc évident que les Grecs, pour ne citer qu'un exemple, ont assurément le droit de refuser démocratiquement les cadeaux (y compris empoisonnés) que veulent leur faire leurs frères et sœurs européens du Nord (sans que l'on leur ait demandé leur avis, d'ailleurs).

Ils peuvent également refuser, démocratiquement (mais c'est déjà nettement plus discutable, on y viendra dans la partie 4.6), de rembourser les dettes que dans le passé ils ont contractées auprès d'investisseurs qui, eux, en principe, ont le droit tout aussi démocratique d'être remboursés.

Dans le cas d'un refus de remboursement, les Grecs (ce n'est qu'un exemple !) sont au moins obligés d'accepter le fait qu'à l'avenir, ils auront le plus grand mal du monde à trouver quelqu'un qui soit encore prêt à leur prêter de l'argent, ce qui peut être très embêtant ! Car, en gros, cela signifie concrètement que d'un jour à l'autre, l'Etat ne pourra plus payer ses fonctionnaires et que, de ce fait, les services publics de l'Etat s'effondreront subitement, avec les conséquences dramatiques qu'on imagine.

Donc, nos Grecs (ou Italiens ou Portugais ou peu importe) ont parfaitement le droit de continuer à faire ce qui bon leur semble, sur la base de décisions parfaitement démocratiques qui les regardent. C'est ça le bonheur et le privilège d'être un pays souverain (privilège qu'on peut toutefois perdre, comme nous le verrons...).

En revanche, ce que nos amis électeurs grecs, portugais et autres n'ont pas le pouvoir de faire, pas plus que de forcer les investisseurs à leur prêter de l'argent, c'est de forcer les électeurs d'autres pays européens, habitant plus au nord par exemple, à continuer à leur envoyer les milliards de crédits dont ils ont cruellement besoin pour fonctionner mais qu'ils n'arrivent désormais plus à trouver sur les marchés financiers. Il est évident que les lois de la démocratie et celles de la gravité économique et politique valent autant pour les Grecs que pour tout le monde.

Dans ce cas de figure, l'Europe pourrait se trouver dans une situation où les électeurs des pays du Nord et ceux du Sud se retrouveraient face-à-face, dans une confrontation redoutable de deux expressions populaires souveraines et

démocratiques. Les uns auraient décidé qu'ils ne rembourseraient pas leur dette. Bien, rien à redire. Les autres auraient juste décidé que dans ce cas, ils refusaient de les aider.

3.7 Le chantage que peuvent exercer sur les pays riches les pays surendettés

Dans un monde idéal, tout cela serait finalement assez simple. Tout le monde prend ses décisions en son âme et conscience, puis chacun assume les conséquences de ses actes. Chaque père ou mère de famille essaie d'inculquer cette leçon de vie à ses enfants. Mais le « monde européen » n'est pas un monde idéal, loin d'en faut, et les leçons de vie universelles, aussi raisonnables soient-elles, n'ont pas cours à Bruxelles.

Le problème, c'est que les économies de la zone euro sont aujourd'hui financièrement imbriquées les unes dans les autres au point que, quand les Grecs (ou Italiens, ou Portugais ...) décident démocratiquement de ne pas rembourser leurs dettes, ou de ne pas réformer leurs économies sclérosées et improductives pour retrouver la compétitivité (qu'ils n'ont jamais vraiment eue), ce comportement, irresponsable ou non, ne sera alors, hélas, non seulement leur propre problème (celui des Grecs par exemple) mais tout autant celui des populations qui dans la zone euro (et ailleurs) vivent dans les économies plus fortes que la leur.

La faillite d'un pays comme l'Italie ou l'Espagne, tout le monde le sait, emporterait le système financier européen dans son ensemble et porterait un coup fatal y compris à l'économie allemande. Ces deux pays sont simplement « too big to fail », et aucun « firewall » possible ou imaginable ne serait à la hauteur d'un scénario où trois ou quatre billions d'euros (3000 - 4000 milliards environ !) partiraient en fumée.

A moins que la BCE finisse, en toute illégalité, par sortir son *grand bazooka* (ou « *Dicke Bertha* ») en signant un chèque en blanc pour couvrir, à l'aide de la planche à billet, ces montagnes himalayennes faites de dettes accumulées. Ce qui est probable en revanche, c'est que mon cher ami Jens Weidmann, chef de la Bundesbank, ne survivrait pas un tel scénario, car il y a de grandes chances qu'il saute alors du dernier étage de la tour de la BCE à Frankfurt. Mais de tout cela, on parlera un peu plus bas (partie 4.4 et 4.5).

3.8 Les pays riches sont dans le piège de l'euro, les pays pauvres aussi, On peut appeler cela une forme d'égalité...

En un mot, comme le dit l'un des économistes allemands les plus influents aujourd'hui, Hans-Werner Sinn, président de l'institut de recherches économiques IFO : « *Wir sitzen in der Falle / On est pris au piège* » (FAZ-Interview, 17 février 2012)¹⁹.

Le problème est que n'importe quel pays débiteur parmi les PIIGS, même la toute petite Grèce avec un PIB qui, il y a dix ans, arrivait à peine à 10% de celui de l'Allemagne, a aujourd'hui le pouvoir de faire chanter ses voisins plus riches, simplement en brandissant les catastrophes apocalyptiques qu'un « messy default » entraînerait non seulement par les conséquences économiques dramatiques qu'une telle « faillite non contrôlée » entraînerait mais également en raison de l'état d'anarchie totale dans lequel un pays comme la Grèce plongerait inévitablement dans un tel scénario, avec le risque de putsch militaire ou d'autres scénarios peu alléchants. L'existence d'un « failed state »²⁰, dans le genre de la Somalie, est déjà fort ennuyeux quand cela se passe en Afrique. Mais en plein milieu de la zone euro, cela fait désordre.

3.9 « Obligation de sauver » les pays insolvables par une « Transferunion », - et le chat qui se mord la queue

D'où, en réalité, depuis deux ans, les tentatives désespérées et à répétition de la part de l'UE, souvent contre le bon sens économique, de décider, souvent au bout de sommets marathon qui se terminent à 5 heures du matin, des programmes de sauvetage en faveur des PIIGS, programmes avec la promesse de crédits de plus en plus immenses, crédits dont on nous dit, contre l'évidence mathématique, qu'ils vont un jour être remboursés²¹ alors quand aucun économiste sérieux ne semble y croire. Ce qui veut simplement dire que ces pays, en définitive, ne pourront être sauvés que par un transfert massif d'argent à long terme, peut-être

¹⁹ Un commentaire de la FAZ dit, le 27 février 2012, le jour après le vote du Bundestag en faveur du second programme d'aide en faveur de la Grèce, que les « sauveurs de l'euro » (« die Euro-Retter ») sont « les **otages** de leur propre politique erronée, et de la Grèce ».

²⁰ Déjà maintenant, l'économiste suisse Thomas Straubhaar, dans la revue Cicero, qualifie la Grèce de „failed state“ (cité par FAZ, Perversion des Denkens, 29 février 2012)

²¹ Lors du premier sauvetage de la Grèce, début 2010, la chancelière, très réticente d'abord, a affirmé aux Allemands qu'en fin de compte l'Allemagne pourrait même faire une affaire en prêtant de l'argent à la Grèce, car celle-ci serait obligée de payer des intérêts intéressants. Quand on lit ces propos irresponsables ou naïfs aujourd'hui, on a envie de pleurer...

pour toujours, du Nord économiquement dynamique, vers le Sud structurellement en faillite...

Cela, on le comprend aisément, aucune majorité démocratiquement élue dans un pays du Nord de la zone euro ne l'acceptera (et il serait sans aucun doute peu raisonnable de l'accepter). Voilà, - le chat se mord la queue...

4. Qu'est qu'une démocratie ? Ça dépend...

4.1 Un nouveau débat sur la démocratie en Europe

Arrivés dans ce fâcheux cul-de-sac de notre réflexion, nous sommes obligés de nous intéresser à présent, quoique modestement, au sens même du concept de démocratie. Il y a évidemment de nombreuses définitions différentes de ce concept, et je me contenterai ici de présumer que les citoyens allemands (pour ne citer que cet exemple), que l'on somme aujourd'hui de régler la facture de leurs frères et sœurs du Sud après qu'ils ont déjà payé celle de leurs 16 millions de frères et sœurs de l'Est, ne soient pas séduits par les mêmes définitions de la démocratie que les citoyens du sud de l'Europe qui, pris au piège de la récession et du chômage de masse, refusent aujourd'hui, tout à fait démocratiquement (et qui ne les comprendrait pas ?), les réformes qui leur sont imposées par des institutions jamais élues démocratiquement.

Bref, pour soutenir mon propos, je citerai pour commencer Bernd Ulrich de l'hebdomadaire allemand centre gauche *Die Zeit* (« *Wir haben die Wahl: Sieben vorläufige Thesen zur Demokratie in Europa* » (*Nous avons le choix. Sept thèses provisoires sur la démocratie en Europe, paru dans l'édition du 13 novembre 2011*) :

« Soudain, les Européens se mettent donc à débattre sur les principes mêmes de la démocratie. Le débat sur le referendum grec a éclairé de façon formidable notre paysage politique européen »

La première des thèses de Bernd Ulrich est de dire que, dans le cas du referendum grec, l'alternative qu'on aurait mise devant les électeurs au cas où ce referendum aurait vu le jour, se résumait de toute façon en un brutal « *Friss oder stirb* » / Bouffe ou meurs ! ». Ce qui montre selon lui que...

« ... pour exister, il ne suffit pas à la démocratie d'avoir la liberté d'expression, un Etat de droit et le multipartisme. Car la démocratie

devient une farce quand, en réalité, il n'y a plus de choix du tout“.
(Ulrich, op. cit.)

4.2 Plus vous avez de dettes, moins il vous reste de votre démocratie

Dans la thèse suivante, il développe son raisonnement:

*« Aujourd'hui, on sait que la liberté d'un choix démocratique d'un côté, et une montagne de dettes de l'autre, font mauvais ménage. On pourrait également dire : **Plus vous avez de dettes, moins il vous reste de votre démocratie.** A un moment donné, arrivera fatalement le point – et plusieurs Etats démocratiques européens sont en train d'arriver à ce point – où ce n'est plus le peuple, le parlement ou un gouvernement qui détient le pouvoir, mais les crédateurs. »* (Ulrich, op. cit.)

4.3 L'embaras du choix des citoyens grecs : dignité et horribles souffrances ou : perte de dignité et très grosses souffrances...

Qu'est-ce donc la démocratie à l'heure de la grande crise de l'euro ? Est-ce qu'il faut, comme je le pense, admettre une fois pour toutes que certains pays, à commencer par la Grèce, ont perdu, du moins provisoirement, l'essentiel de leur droit de s'exprimer démocratiquement et souverainement, comme simple conséquence du comportement irresponsable de leurs gouvernements successifs et de celui, tout aussi irresponsable, de ses électeurs eux-mêmes, qui par leur vote les ont mis au pouvoir ?

Bien sûr, les électeurs européens restent souverains, nous l'avons déjà dit et redit, et ils pourront donc toujours dire « non », refuser d'accepter l'aide européenne (et les contraintes qui y sont attachées) et puis, s'il le faut, sortir de l'euro et se débrouiller ensuite tout seuls, comme des grands.

Compte tenu des tensions sociales de plus en plus extrêmes en Grèce ces temps-ci (conséquence de la misère de plus en plus grande d'un nombre de gens croissant), on peut affirmer qu'il serait logique que la Grèce quitte la zone euro avant la fin de l'année 2012²², suivie sans doute du Portugal un an après.

Or, les Grecs préfèrent (et on les comprend), tant que cela est possible, prendre les centaines de milliards d'euros d'aides et garder ce qui reste (très peu en fait)

²² Le 26 février 2012, le ministre de l'Intérieur allemand Hans-Peter Friedrich (CSU) a suggéré à la Grèce de faire justement cela.

de leur souveraineté. Le jour où ils comprendront que tout cela ne pourra plus durer, ils se révolteront. Ce sera pour beaucoup de Grecs soit l'expression de leur désespoir, soit une question de dignité, je suppose. Ce qui en principe mérite respect.

Mais économiquement, la traversée du désert qui commencera alors, sera bien pire encore que ce qui les attend dans le cas où ils accepteront de perdre le petit reste de leur dignité en restant sous le protectorat de la « Troika ».

Ils ont donc l'embarras du choix, si j'ose dire : le choix entre la perspective d'être totalement et abominablement ruinés pour longtemps en gardant leur dignité, ou celle de la perdre et être ruinés tout aussi totalement mais un peu moins abominablement (et sans doute un peu moins longtemps). Non, ce n'est pas drôle !

4.4 La démocratie c'est d'abord la défense de l'Etat de droit : Le point de vue du président de la Bundesbank

Mais essayons de quitter la Grèce un instant et osons un regard plus large du problème de la démocratie.

Je citerai pour commencer l'un des très rares hommes en qui l'Allemand que je suis au fond de mon âme, garde encore toute sa confiance en cette époque troublée où l'on peut lire tout et son contraire de la plume des spécialistes les plus sophistiqués du monde économique et politique.

Il s'agit de Jens Weidmann, l'actuel président de la Bundesbank, qui dans un interview avec le quotidien économique « Les Echos » (19 décembre 2011) s'exprime pour réagir à tous ceux, nombreux, qui à peu près partout dans le monde (sauf en Allemagne, dans les Pays-Bas, en Finlande et en Autriche) tentent de **faire pression sur la BCE** pour qu'elle « sorte enfin son « **grand bazooka** » »²³ et garantisse une fois pour toutes l'ensemble de la dette des pays de la périphérie de la zone euro (comme un « lender of last resort », à l'exemple de la Fed américaine). Une telle garantie permettrait (selon un consensus quasi universel, du Wall Street Journal jusqu'au syndicat des camionneurs grecs) de sortir définitivement de la crise de l'euro.

²³ „Draghis Waffen (Les armes de Draghi) : Bazooka und Dicke Bertha“, in: FAZ: Banken leihen sich Rekordsumme von EZB (le 30 février 2012)

Selon un éditorial du journal "Le Monde" du mois de novembre 2011²⁴, qui reprend les arguments d'autres éminents spécialistes de la question comme le prix Nobel Paul Krugman (qui répète cette opinion une fois par semaine dans les colonnes du New York Times, contre l'avis toutefois de Kenneth Rogoff cité en début de notre travail), il suffirait donc d'« un seul petit mot de la BCE » (Le Monde, op. cit.) et tout serait plus ou moins réglé.

En réagissant à cette pression de plus en plus forte exercée sur la BCE, dont il est membre du directoire, Jens Weidman dit ceci de remarquable, en quittant la sphère purement économique pour un instant en soulignant (très diplomatiquement, à mon goût) quelques éléments essentiels mais trop souvent cachés de la démocratie à l'occidentale :

« Nous avons, en tant que Banque centrale européenne, un mandat très clair : assurer la stabilité de la monnaie. Les traités nous interdisent de financer les Etats via la planche à billets. Ce n'est pas seulement une leçon du passé. C'est aussi une particularité de la zone euro, où les risques de bilan sont répartis entre les contribuables des Etats membres. On ne réussira pas à surmonter la crise de confiance actuelle en violant la loi. L'Europe, ce n'est pas seulement une monnaie unique, c'est aussi un respect commun de l'Etat de droit et du principe de démocratie.

Il faut prendre garde, en cherchant une solution à la crise de la dette, à ne pas donner l'impression que l'on piétine ces valeurs. Sinon, les risques de créer des dégâts collatéraux seraient si grands que l'on passerait à côté des objectifs que l'on cherche à attendre. » (Interview avec Les Echos, 19 novembre 2011)

4.5 La défense de l'Etat de droit et des règles communes mènerait à la mort de l'euro, dit The Economist

Etat de droit, respect des règles communes, voilà une définition de la démocratie qu'on n'entend pas souvent ces jours-ci !

Ce qui est intéressant, c'est de regarder comment le journal phare du libéralisme européen, The Economist à Londres, réagit face à cette position marginale d'un Jens Weidmann qui se permet ici de défendre les principes de l'Etat de droit et de les présenter comme ce qu'ils sont en réalité : des valeurs fondamentales et fondatrices de l'Europe. Dans l'article qui m'intéresse ici, le journaliste du

²⁴ Le Monde du 14 novembre 2011, « L'euro, un otage idéologique », cité dans Presseurope: « The ECB has only to say a word ».

Economist, semble, dans un premier temps, éprouver de la sympathie pour le point de vue exprimé par le président de la Bundesbank, ce qu'il fait en citant l'un des collègues de son journal qui, lui, avait souligné la grande différence, dans le contexte actuel, entre la situation de la BCE et celle la Federal Reserve américaine :

« It is understandable that the ECB does not want to back countries like Italy in an unlimited way because there is no reason to trust that any one country won't free-ride on ECB liquidity—a risk that other central banks don't face. Critics of the ECB have to reconcile their view with the fact that market pressure led to some very important changes and reforms that political pressure could not accomplish. » (The Economist, op. cit., 17 novembre 2011)

Puis le journaliste cite les paroles de Jens Weidmann, prononcées dans une interview avec The Financial Times:

If there were any doubts about the ECB's use of markets to force actions, they were dispelled by Bundesbank President Jens Weidman, who told the Financial Times: "There's also a risk that you mute the incentives that come from the market. Recent experience has shown that market interest rates do play a role in pushing governments towards reforms. You have seen that in the case of Italy quite clearly". (The Economist, op. cit)

Encore plus intéressant que cela est le raisonnement qui suit où le journaliste du Economist affirme sans rougir que si depuis le début de la crise, par malheur, les dirigeants européens avaient suivi les conseils de Jens Weidmann (et son très germanique attachement aux principes de l'Etat de droit et aux règles communautaires), alors (sic !!!) l'euro ne serait certainement déjà plus là aujourd'hui.

Savourez dans le texte ce raisonnement du grand hebdomadaire libéral de Londres. Il est profondément perturbant et assez choquant, il me semble, mais surtout horriblement révélateur. D'une certaine façon, je dirais que ce raisonnement reformule, avec des mots autres que les miens, ce que j'ai affirmé au début de mon texte, à savoir qu'il est probablement impossible de sauver l'euro en restant fidèle aux principes démocratiques. Écoutons The Economist dans le texte:

*« (According to) Mr Weidmann views; the Bundesbank does **not** want the ECB to be orchestrating the fall of elected leaders, because that is so clearly likely to turn out badly. Rather, he thinks the ECB shouldn't be intervening to buy bonds at all, that markets should be left to do what*

they will, and that politicians should be responsible for saving the euro zone. Were he successful in implementing this vision the euro zone would probably be dead already...” (*The Economist, op. cit.*)

Ensuite le journaliste ajoute ceci, qui montre qu’au fond c’est de la pitié, non pas du respect, qu’il éprouve pour ce pauvre Jens Weidmann qui doit se sentir horriblement seul au milieu de ses collègues du directoire de la BCE quand il est invité à prendre la parole. Ses collègues allemands Weber et Stark ont déjà quitté le bateau de la BCE, pour protester contre l’achat d’obligations souveraines des pays surendettés, et il est donc désormais le dernier Allemand à bord...

Voici comment ce paragraphe de l’article du Economist se termine :

« ... *the euro zone would probably be dead already* **but one has to respect his commitment to democracy and the rule of law.**” (*The Economist op.cit.*)

Ergo: on a certes (encore) le droit en Europe de rester attaché et fidèle aux principes sur lesquelles l’Europe a été construite après les catastrophes du 20^e siècle (merci, c’est gentil !). Mais la surprenante leçon de l’histoire actuelle qui se dégage du raisonnement londonien est que, si tout le monde était resté fidèle à ces principes dans le contexte actuel de notre crise de l’euro, l’euro serait déjà mort.

Je dois avouer qu’après avoir lu cela, j’ai aussitôt envoyé un commentaire humoristique au journal, disant haut et fort que dans ce cas-là, moi, KK, humble enseignant à Sciences Po Grenoble, France, et abonné du « paper » depuis des lustres, je préférerais largement dans ce cas que l’euro meure et que les principes de l’Etat de droit puissent survivre...

4.6 Le droit de la propriété est un droit de l’Homme. La démocratie (grecque) a-t-elle le droit de l’abolir ?

Permettez-moi un petit aparté ici sur la restructuration forcée de sa dette que la Grèce et l’Europe sont en train d’imposer aux investisseurs domestiques et surtout étrangers, ceux du moins qui ont le malheur de détenir encore environ 100 milliards d’euros en obligations grecques (sur une dette grecque d’environ 350 milliards, 100 milliards de plus qu’il y a deux ans soit dit entre parenthèses).

Si cette restructuration forcée se fait comme prévue, la perte des investisseurs s’évaluera en fin de compte à environ 75% de la « face value » des bonds qu’ils détiennent. Le parlement grec vient de voter une loi qui, selon les juristes,

constitue une **modification rétroactive des conditions de l'emprunt grec**. Et cela, selon le droit européen, constitue une **atteinte au droit de la propriété...** Lequel est, que cela plaise ou non, **un droit de l'Homme**.

Une violation des droits de l'Homme est susceptible d'être portée devant la Cour européenne de Justice à Strasbourg, ce qui est, bien entendu, une bonne chose par principe. Lisez à ce propos le commentaire bien méprisant (et assez français, il me semble), de l'hebdomadaire économique « L'Expansion » (La Grèce devra-t-elle rembourser des hedge funds au nom des droits de l'Homme ? 19 janvier 2012) :

Voilà qui ne devrait pas améliorer l'image des financiers internationaux... Selon le New York Times, des Hedge Funds, autrement dit des fonds spéculatifs, envisagent de poursuivre la Grèce devant la Cour européenne des droits de l'homme.

Pas sûr que les Grecs soumis à une violente cure d'austérité soient sensibles à cette revendication humaniste. »

Cela est bien vu, et l'hebdomadaire français a certainement raison de supposer qu'une telle nouvelle ne soit pas susceptible de faire plaisir aux Grecs. Il n'empêche, les droits de l'Homme valent assurément pour tout le monde, y compris pour les managers des Hedge Funds et leurs investisseurs, Hedge Funds que le journaliste français (une caricature du genre) prend soin ici de présenter comme « des fonds spéculatifs » (ce qui, dans sa généralisation, est absolument faux).

Pardon, mais jusqu'à nouvel ordre, les droits de l'Homme sont universels. Et quand on y réfléchit une seconde, c'est exactement ça qui les rend intéressants, n'est-ce pas ? La question est donc moins si les Grecs sont sensibles ou non à une telle « revendication humaniste » mais bien plus celle de savoir si une telle **expropriation d'investisseurs par la loi rétroactive** votée par un pays de la zone euro est effectivement une violation des droits de l'Homme, droits qui sont, faut-il le rappeler, le fondement de notre chère Europe en détresse?

De toutes les manières, les Hedge Funds vont réfléchir par deux fois avant de se lancer dans une procédure juridique contre la Grèce qui pourrait durer 10 années, période longue au bout de laquelle il est loin d'être certain qu'ils obtiennent gain de cause. En plus, comment faire pour récupérer des dizaines de milliards d'euros d'un Etat qui n'en possède pas ? Il faudrait alors, pour se faire rembourser, que soit confisquée la propriété de l'Etat condamné par la justice pour violation des droits de l'Homme, chose que la justice internationale n'a jamais fait depuis 1945...

Avant de conclure sur cet aparté, je voudrais ajouter un autre élément intéressant du point de vue du respect du droit : ce qui peut paraître très choquant à l'observateur instruit, c'est que la BCE, qui détient encore environ 50 milliards d'obligations grecques, ne sera pas touchée par cette restructuration forcée de la dette souveraine grecque. Des modifications astucieuses de la loi ont été votées par le parlement grec pour permettre à la BCE d'échapper à ce « haircut » qu'elle soutient. Deux poids deux mesures ? La loi en tous cas ne s'applique pas de la même façon à tout le monde.

Je n'ai pas de jugement moral à porter ici, ni sur les Hedge Funds lésés (certains l'ont un peu cherché, on va dire, en achetant des obligations il y a quelques mois seulement, très bons marché et en spéculant sur le bail-out européen et de très lucratifs profits), ni sur le gouvernement grec, qui a l'eau jusqu'au cou et n'a donc pas trop le choix. Tous les moyens sont bons... Il ne s'agit pas non plus ici d'une question de morale, mais fondamentalement d'une question de droit. Si j'ai mentionné cet épisode, c'est surtout pour démontrer comment le sauvetage de l'euro foule du pied les principes juridiques mêmes sur lesquels l'Europe a été construite.

La démocratie et le vote majoritaire d'un parlement démocratique peuvent beaucoup. Mais peuvent-ils abolir les droits de l'Homme ? Cela est-il encore « démocratique » ?

Certainement pas. La constitution allemande appelle les droits de l'Homme (Grundrechte) « inaliénables » ("unveräußerlich", Art. 1 GG), et aucune majorité du monde (ni allemande) n'a le droit d'y toucher. Ces droits sont pour ainsi dire là pour l'éternité ! C'est là une des leçons du passé noir de l'Allemagne et des catastrophes européennes du 20^e siècle. Ce qui m'inquiète surtout, c'est la légèreté avec laquelle on se moque aujourd'hui, même dans les plus hautes sphères de la politique, de ceux qui, Hedge Funds américains ou président de la Bundesbank, osent insister encore sur le respect des normes légales qui représentent l'achèvement le plus précieux de notre culture commune.

5. Une définition de la démocratie en Allemagne basée sur le principe de responsabilité

5.1 C'est aux gouvernements nationaux de sauver l'euro, non pas à la BCE

J'ai trouvé de nombreux articles dans la presse allemande où les commentateurs partagent les arguments du président de la Bundesbank (pas un seul dans la

presse française, mis à part celui de l'interview que lui ont accordé les journalistes des Echos).

Weidmann dit en substance que « **c'est aux gouvernements nationaux de sauver l'euro, pas aux banques centrales** » ("Die nationalen Regierungen müssen den Euro retten, nicht die Notenbanken", Handelsblatt, 15 février 2012)²⁵. Il dit ceci parce que c'est eux, les gouvernements nationaux, qui sont constitutionnellement responsables de prendre les mesures nécessaires à la défense des intérêts de leurs citoyens, donc de sauver leur pays quand il est menacé, et cela n'est certainement pas la tâche d'une institution supranationale, la BCE, non élue et qui, en plus (même si tout le monde se moque du « détail » de ses statuts) n'a absolument pas le droit de le faire²⁶.

5.2 Le droit de lever l'impôt : élément indispensable de tout Etat démocratique

Dans les nombreux articles de réflexion que j'ai trouvés dans la presse allemande sur l'état de la démocratie européenne à l'heure de la crise, ce sont surtout les juristes spécialistes du droit constitutionnel qui nous rappellent que la souveraineté fiscale est un élément fondateur de la légitimité démocratique de tout Etat.

« No taxation without representation... »

Tout le monde connaît ce vieux slogan datant de l'époque de la révolution américaine. L'article « Mehr Europe, weniger Demokratie (Plus d'Europe, moins de démocratie, FAZ 7 février 2012) résume la pensée de l'une autre des rares personnalités de la sphère politique européenne en qui j'ai l'impression de pouvoir encore avoir confiance. Il s'agit du président de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, Andreas Vosskuhle²⁷. Écoutons-le :

« Il serait tragique, dit-il, si en sauvant l'euro on causait des dommages à la démocratie. Ce sauvetage exige de la part de certains

²⁵ Le 26 mars 2012, son collègue Jürgen Stark a dit la même chose dans une interview avec Die Zeit. Le titre de l'interview est: « Wir befinden uns in einem Teufelskreis » (Nous sommes pris dans un cercle vicieux).

²⁶ Jürgen Stark, dans l'article de Die Zeit cité plus haut, explique les conséquences néfastes pour la BCE, notamment en termes de pertes de confiance. La confiance qui, selon l'auteur, reste aujourd'hui le seul vrai capital d'une banque centrale.

²⁷ La confiance quasi-totale que m'inspirent Jens Weidmann et en Andreas Vosskuhle n'est certainement pas le produit du hasard. Les institutions qu'ils représentent, la **Bundesbank** à Frankfurt pour l'un, et la **Cour fédérale constitutionnelle de Karlsruhe**, pour l'autre, sont assurément (les sondages sont formels et stables à ce propos) les deux institutions les plus respectées dans l'actuelle République fédérale.

Etats membres d'abandonner une partie de leur culture politique. Je sais que c'est beaucoup leur demander... » (FAZ, op. cit.)

5.3 « Soumission forcée la loi germanique »? Aucun pays n'a été forcé à adhérer à la zone euro !

Concernant cette dernière remarque, on pourrait peut-être rappeler à M. Vosskuhle qu'aucun pays de la zone euro n'a été forcé à entrer dans l'Union monétaire, au contraire, et que certains pays ont plutôt tout fait (y compris mentir et falsifier les statistiques) pour pouvoir y rentrer, tout en promettant à leurs électeurs que cette adhésion n'apporterait à long terme que des avantages pour eux et bien entendu aucun inconvénient (cette dernière remarque vaut d'ailleurs également pour les Allemands qui, dans leur grande majorité, avaient été fort sceptiques vis-à-vis de ce projet) .

Chaque pays, comme le rappelle l'éditorialiste de la FAZ dans un commentaire du 9 novembre 2011 au titre « Krisenopfer » (Victimes de la crise), devait pourtant savoir qu'en entrant dans la zone euro, il fallait non seulement respecter des règles strictes (et étrangères à la culture nationale de la plupart d'entre eux) de discipline fiscale, et surtout que leur adhésion à la zone euro comportait un très sérieux inconvénient : le fait de ne plus pouvoir dévaluer leur monnaie en temps de crise. Accepter ces règles et contraintes leur imposait donc, de facto et en toute logique, un changement radical de leur vieille culture économique:

« Tous ceux qui veulent avoir l'euro doivent se soumettre à un régime draconien. Il n'y a rien de nouveau à cela. [c'est le sous-titre de l'article cité].

L'obligation à mener une politique fiscale responsable se trouve déjà dans le Traité de Maastricht, qui a été approuvé par des parlements nationaux élus librement, et parfois même par les électeurs directement, par referendum (comme on France, KK). » (FAZ, op. cit.)

Pour pouvoir profiter de l'appartenance à la zone euro, en un mot, il faut gérer son pays un peu (pas mal même) comme le font les Allemands (ou les Néerlandais, Finnois, Autrichiens...). Cela était absolument clair dès le départ, inscrit dans les traités et ratifié par tout le monde. En Allemagne, pendant ce temps, pour convaincre les citoyens très attachés à leur deutsche mark, Helmut Kohl expliquait aux gens que l'euro allait devenir une sorte de clone du deutsche mark, de la même façon que la BCE avait été calquée sur le modèle de la Bundesbank. Dans certains pays du Sud (y compris en France), tout le monde fait aujourd'hui comme si l'on venait seulement de découvrir cette machiavélique

supercherie des Allemands, et on en est bien entendu – car c’est la mode ! - fort indigné. Le socialiste français Arnaud Montebourg parle d’une politique à la Bismarck de la part de l’Allemagne²⁸, tandis que les médias grecs ne se lassent pas de tirer des parallèles avec l’époque nazie.

5.4 La ligne rouge du président de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, Andreas Vosskuhle

Mais revenons au président de la Cour de Karlsruhe. A l’époque de Maastricht, ses collègues n’avaient pas vu de réels problèmes de compatibilité entre la constitution allemande et l’union monétaire, malgré l’important abandon de souveraineté qu’elle signifiait. Mais aujourd’hui, ce juge constitutionnel expérimenté et hautement respecté en Allemagne, qui va bientôt prendre sa retraite et jouit de ce fait d’une liberté de parole plus grande que ses collègues, semble néanmoins tirer une **ligne rouge très claire** quant aux projets qui visent à instaurer au sein de la zone euro une **vraie « gouvernance économique européenne »**, ce qui signifie en d’autres termes : une union comportant une très large intégration fiscale, un ministre des Finances, bref, comme nous l’avons déjà dit : une union politique et fiscale qui **accepterait clairement le principe d’une redistribution de richesses entre les pays de la zone euro via des transferts massifs et durables d’argent des pays plus riches vers les pays plus pauvres** (ce qu’en Allemagne on appelle « **Transferunion** », une perspective qu’une écrasante majorité de la population refuse catégoriquement).

Pour ce juge suprême, une solution à l’instar de ce qu’on nous présente aujourd’hui comme la seule option à la disposition de l’Europe pour sortir indemne de la crise, semble donc clairement incompatible avec la constitution allemande, le Grundgesetz, donc impossible à réaliser pour l’exécutif et le législatif allemands. Donc impossible tout court!

²⁸ « Bismarck fit le choix politique de réunifier les principautés allemandes en cherchant à dominer les pays européens, particulièrement la France. Dans une similitude frappante, la chancelière Angela Merkel cherche à régler ses problèmes intérieurs en imposant l’ordre économique et financier des conservateurs allemands à tout le reste de l’Europe » (Libération, Merkel comparée à Bismarck ? Montebourg persiste, 1 décembre 2011)

5.5 « Touche pas à mon Etat ! »

Le juge suprême Andreas Vosskuhle, selon l'article cité, tire donc une ligne rouge pour tout projet de véritable union fiscale en zone euro. Quelles sont concrètement les raisons qu'il avance ?

Il rappelle d'abord les verdicts que la Cour constitutionnelle allemande a rendus ces dernières années à propos de l'intégration européenne, et il explique ensuite le degré d'intégration exact à partir duquel l'approbation par la Cour de Karlsruhe de ce processus d'abandon progressif de souveraineté doit s'arrêter en raison de son inconstitutionnalité :

« (Cette ligne rouge est atteinte) quand l'ampleur de l'abandon de la souveraineté allemande atteint le point où cet abandon touche au cœur du caractère étatique de l'Allemagne (« Wenn der Souveränitätsverzicht die Staatlichkeit Deutschlands angreift ») ».
(FAZ, op.cit)

En d'autres termes : le feu rouge s'allume à Karlsruhe quand on touche à ce qui permet à la République fédérale d'Allemagne de rester... un Etat.

Cette ligne rouge est-elle atteinte aujourd'hui ? La question est juridiquement complexe. A la fin de son article, le journaliste qui a interrogé Andreas Vosskuhle ne donne pas de réponse claire à cette question. Il ne fait que suggérer la réponse éventuelle de la Cour de Karlsruhe, pourvue d'un point d'interrogation :

« Was (passiert) also, wenn die Aufsicht über die nationalen Haushalte nach Brüssel auswandert? / Que se passera-t-il le jour où la responsabilité des budgets nationaux sera transmise à Bruxelles? »
(FAZ, op. cit.)

Etant donné que lors de son dernier verdict sur la question, en 2011 (à propos de la question du sauvetage de la Grèce), la Cour a statué que le degré actuel d'abandon de souveraineté à l'UE par l'Allemagne avait déjà atteint l'extrême limite de ce qui est encore compatible avec la constitution allemande, il y a de fortes chances que les juges constitutionnels soient obligés de dire « stop » le jour où le parlement allemand déciderait de transférer ses pouvoirs fiscaux à Bruxelles. Qui sait, peut-être M. Vosskuhle ne sait-il pas encore lui-même comment il décidera ce jour-là. Il est conscient du fait que ce n'est pas aux juges suprêmes de dicter la politique à suivre par l'exécutif élu souverainement. Les juges de Karlsruhe ont seulement la grande et noble tâche d'être les gardiens vigilants de la constitution allemande. Cette décision de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, qui interviendra quand la suite du processus de sauvetage la rendra

nécessaire, risque de devenir l'une des plus difficiles à trancher par cette vénérable institution depuis qu'elle a été créée en 1951.

5.6 Une constitution « sacrée » en Allemagne / Le « Verfassungspatriotismus » cher à Jürgen Habermas

Tout ce qui précède, j'en suis conscient, peut paraître sans grande importance à un Français. Le Conseil constitutionnel en France ne jouit pas, loin s'en faut, du même pouvoir ni du même respect auprès de la population dans ce pays qu'en Allemagne. Cela tient certainement au fait que la constitution que les Allemands se sont donnée en 1949 est devenue depuis longtemps pour eux quelque chose de presque sacré. Des générations entières (dont la mienne) ont appris la leçon de Jürgen Habermas et d'autres concernant ce qu'on appelle en Allemagne le « Verfassungspatriotismus ».

Ce concept dit en substance que, après Auschwitz, les Allemands n'ont plus le droit d'aimer leur pays comme d'autres peuples (sauf lors des matchs de foot de l'équipe nationale) et qu'ils feraient mieux désormais d'aimer leur constitution à la place. Même si un tel « patriotisme de la constitution » paraît fort élitiste et qu'il n'a certainement jamais été entièrement assimilé par la grande masse des citoyens allemands, je pense néanmoins que les partenaires européens de l'Allemagne auraient tort de continuer à sous-estimer cet attachement particulier qu'ont les Allemands pour leur "Loi fondamentale" ("Grundgesetz"), un attachement qui, s'il est heurté, pourrait stopper net le train de tout approfondissement futur de l'UE et de la zone euro, et même compliquer substantiellement le sauvetage de l'euro lui-même.

Quant à ce qu'on appelle les « euro bonds », dont la création est régulièrement citée comme l'une des solutions possibles de la crise de la dette souveraine en euro zone, ils seraient sans nul doute eux aussi considérés comme anticonstitutionnels par la Cour constitutionnelle. Beaucoup de commentaires de juristes universitaires allemands vont dans ce sens. Avant de pouvoir les adopter, les parlementaires devraient alors changer la constitution, ce qui demanderait une majorité des deux tiers des députés du Bundestag. Les chances pour que cela se fasse peuvent être évaluées à proche de zéro.

5.7 Différences entre souveraineté allemande et souveraineté grecque : un Etat peut perdre sa la souveraineté

Quant aux autres pays de la zone euro, il n'y a pas de doute qu'eux aussi ils aient des constitutions imposant à leurs politiques de protéger les traits caractéristiques de leur « Staatlichkeit » (les caractéristiques nécessaires pour demeurer un Etat). Cela n'est pas, cela va sans dire, une question qui concerne les seuls Allemands.

Pour souligner la grande différence toutefois qui existe entre la situation allemande et celle de la Grèce par exemple, je citerai les propos de l'économiste allemand Enderlein, cité dans un éditorial de Klaus-Dieter Frankenberger (Mehr Europa – weniger Demokratie) paru dans la FAZ le 9 novembre 2011. Pour simplifier, Enderlein dit ceci aux Grecs, Italiens et autres PIIGS :

« Souveränität endet da, wo die Solvenz endet / La souveraineté d'un Etat finit avec sa solvabilité ». (FAZ, op. cit.)

Ce n'est pas gentil de dire une chose pareille, j'en conviens, et de vrais « souverainistes » (il y en a plein en France) vont hurler quand ils entendent de tels propos. Mais au fond, Enderlein exprime un fait parfaitement banal. Quand vous avez dilapidé tout votre argent, vous dépendez de ceux qui sont susceptibles de vous aider : votre banque, votre mère, l'assistance publique, pour ne citer que ces exemples. Et votre autonomie prend un sacré coup. C'est à peu près la même chose qui arrivé à un Etat souverain.

6. Reconstruire l'union monétaire ? Une leçon de libéralisme

6.1 La souveraineté perdue : l'incapacité des Etats du Sud à imprimer de l'argent

Autrefois, avant leur entrée dans la zone euro, quand la récession frappait, les problèmes n'étaient pas vraiment insurmontables pour les pays du Sud européen qui, au fil des décennies, parfois des siècles (Grèce) avaient érigé leur penchant prononcé pour l'endettement en modèle économique. Il suffisait alors d'imprimer de l'argent, c'est-à-dire : de dévaluer leur monnaie nationale, ce qui rétablissait, comme, par un coup de baguette magique, leur compétitivité perdue. En plus, cette politique créait régulièrement de l'inflation, ce qui, pour certains au moins, épongeait les dettes, - autant celles de l'Etat que celles de ceux des citoyens qui à

l'aide d'un crédit étaient devenus propriétaires de leurs maisons. C'était, en quelque sorte, le bon vieux temps²⁹.

Certes, une telle politique « de la facilité » comportait également des inconvénients, car, d'une part, elle permettait aux Etats de faire l'économie des efforts nécessaires pour augmenter leur compétitivité. Ce qui, en quelque sorte, programmait déjà la prochaine crise. D'autre part, cette politique créait régulièrement de l'inflation et privait donc les épargnants d'une partie de leur épargne. Toutefois, cela ne représentait qu'un coût politique limité, car les épargnants de ces pays étaient bien moins nombreux que par exemple en Allemagne (où bien moins de citoyens sont propriétaires de leur appartement que dans le sud de l'Europe), et, en plus, personne n'était là pour remettre en cause de telles politiques auxquelles les citoyens s'étaient « habitués » au point qu'elles faisaient quasiment partie de la « culture » du pays. Leurs conséquences économiques néfastes restaient loin des consciences collectives, et la France est à ce propos un excellent exemple.

6.2 "L'autonomie des Etats européens dans le domaine fiscal est un pilier de l'Union monétaire" (Lars Feld)

Un auteur que je voudrais citer ici pour continuer ma réflexion, de renommée internationale, est l'économiste Lars P. Feld, le plus jeune des six « Sages » qui conseillent le gouvernement allemand dans sa politique économique. Que dit-il qui puisse nous intéresser pour notre question concernant la démocratie en Europe ?

Je citerai pour commencer le sous-titre du long essai qu'il a publié dans la FAZ (« Europa in der Welt von heute » / L'Europe dans le monde d'aujourd'hui, 16 février 2012), qui résume l'essentiel de son point de vue :

« On détruit l'un des piliers de l'Union monétaire européenne si l'on porte atteint de façon considérable à l'autonomie nationale dans le domaine de la politique financière et économique. La légitimité démocratique ne serait plus alors suffisamment garantie. C'est la raison pour laquelle il faut rejeter l'idée d'un ministre des Finances européen. » (Lars P. Feld, op. cit.)

²⁹ En même temps, cela rendait les pays pratiquant cette politique plus pauvres, du moins comparés à ceux qui gardaient une monnaie plus stable. Ainsi, quand j'étais jeune, je me souviens qu'on pouvait obtenir environ 1000 livres pour un deutsche mark. Quand l'euro a été créé, ce fut 4000 livres. Quant au Franc français, du temps du Général de Gaulle, le deutsche mark et le franc avaient à peu près la même valeur. Quand l'euro est arrivé, 50 ans après, on obtenait 3,3 francs pour un seul deutsche mark...

6.3 Nécessité de la clause de non-assistance (no bail-out) dans une union monétaire

Pour Lars Feld, comme désormais pour beaucoup d'autres, la zone euro, de toute évidence, n'est pas un « espace monétaire optimal ». Etant donné que les PIIGS ont perdu leur capacité à dévaluer leur monnaie en temps de crise économique, il est nécessaire selon lui que ...

« ... d'autres mécanismes (de régulation) prennent le relais, par exemple des ajustements sur les marchés du travail ou alors des transferts d'argent (du cœur de l'Europe vers la périphérie) afin d'amorcer des tensions qui fatalement se créeront. Or, les marchés du travail en Europe sont trop rigides et la solidarité européenne n'est pas assez forte pour justifier un rééquilibrage par transferts d'argent. Les tensions économiques qui en résulteront sont susceptibles de déclencher des forces centrifuges qui à terme risquent de conduire à la désintégration de l'Europe. » (Lars P. Feld, op. cit).

Lars Feld prend ici une position qui va surprendre le lecteur français (mais pas le lecteur américain ou suisse par exemple). Outre le fait que les constructeurs de l'euro n'avaient pas suffisamment anticipé les « interdépendances entre d'une part les régulations bancaires et financières en Europe et, d'autre part, les politiques d'endettement des Etats membres », l'autre très « grande erreur » qu'ils ont commise est la suivante :

« Premièrement, la clause de non-assistance des traités de Maastricht et de Lisbonne (art. 125 Traité sur le fonctionnement de l'UE) n'a pas été crédible. On n'a pas suffisamment expliqué aux acteurs des marchés financiers que, au cas où l'un des Etats membres s'endettait trop fortement, ils devaient s'attendre, en dernière conséquence, à un défaut de ce pays. On a omis d'inscrire dans les traités comment on réglerait le cas d'une telle faillite d'un Etat membre. » (Lars Feld, op. cit.)

6.4 Fin du « dogme » selon lequel des obligations souveraines de la zone euro seraient libres de tout risque

Pendant plus de 10 années, depuis le lancement de l'euro, les marchés financiers ont cru, avec une naïveté coupable, il faut le dire, que la dette des Etats membres était « risk-free ». Au fil du temps, cette croyance a été érigée en dogme et généralisée comme vérité universelle. Tout le monde y croyait dur comme fer, les Hedge Funds du monde entier autant que les ministres corrompus ou

incompétents de la Grèce. Et ce dogme a eu comme résultat dramatique que les taux d'intérêt dans la zone euro sont restés, depuis 2001, très bas pour tout le monde, historiquement bas même quand on regarde le cas des pays du Sud qui, dû aux plus grands risques de « default » qu'ils avaient longtemps représenté aux yeux des investisseurs, avaient eu l'habitude auparavant de devoir payer des taux bien plus élevés, à savoir entre 5 et 10%, donc un niveau très loin des 2% dont ils ont pu profiter suite à leur entrée dans l'euro.

Ah, - si seulement, dès le départ, quelqu'un avait expliqué à tout un chacun (Lars Feld était encore étudiant à l'époque et personne ne l'aurait écouté de toute façon) que l'article 125 autour du non bail-out n'était pas qu'une anodine plaisanterie qu'on avait introduite dans les traités pour calmer les nerfs des Allemands pathologiquement accros à leur culte de la stabilité, mais que, au contraire, tous les pays membres de l'euro étaient complètement sérieux sur l'article 125 et que chaque pays restait donc intégralement responsables de ses dettes.

Alors..., alors l'histoire de l'euro se serait passée totalement différemment, et personne n'aurait besoin aujourd'hui de se casser la tête sur les menaces que fait peser sur la démocratie en Europe le sauvetage de l'euro ...

6.5 La règle de la clause de non-assistance (no bail-out) comme *conditio sine qua non* de toute union monétaire qui réussit

Lars P. Feld insiste donc sur le respect inconditionnel des règles communautaires, notamment celles du Pacte de stabilité et de croissance³⁰ ainsi que, tout particulièrement, **sur la règle du « no bail-out »**, qui exprime la responsabilité de chaque nation en ce qui concerne sa situation financière. Selon les économistes Rainer Eichenberger et Michael Bordo, c'est là, dans ce principe même, que se trouve **la clé qui fait qu'une union monétaire peut fonctionner** (ils citent les **exemples réussis des USA et de la Suisse**).

Rainer Hank, lui, résume leur pensée dans un article de la FAZ (« Die Gefahren der Demokratie : Was Hajek über die Eurokrise weiss » / Les dangers de la démocratie : Ce que Hajek sait sur la crise de l'euro, paru le 5 décembre 2011)³¹, mais il place la pensée des deux économistes dans une réflexion plus large sur les

³⁰ Un pacte que, il faut le dire haut et fort, l'Allemagne et la France n'ont pas toujours respecté, et cela dès les toutes premières années après la création de l'euro, un péché capital qui a contribué par la suite à saper l'autorité de ce pacte, avec les conséquences dramatiques que l'on sait.

³¹ L'article est la version imprimée d'une conférence que Rainer Hank a tenue à l'occasion de la remise d'un prix de journalisme de la Fondation Hajek le 4 novembre 2011

leçons à tirer dans la crise actuelle de l'œuvre de Friedrich August von Hayek, le grand philosophe libéral et économiste, fondateur de l'École autrichienne de l'économie nationale.

6.6 Les leçons de Hayek : Supériorité du libéralisme par rapport à la démocratie

Selon Hayek, dit Hank, il faut bien séparer les concepts de libéralisme et de démocratie :

« Le libéralisme réfléchit sur les tâches de l'Etat, et notamment sur la question de savoir comment on peut limiter son pouvoir. Le mouvement démocratique, quant à lui, réfléchit sur la question de savoir qui doit conduire l'Etat. (...) Le libéralisme reconnaît certes le règne de la majorité en tant que méthode pour prendre des décisions, mais il ne reconnaît pas le règne de la majorité en tant qu'autorité qui aurait le droit de dire quelle décision doit être prise. » (FAZ, Hank, op. cit.)

Hank insiste que, selon Hayek...

« ... le libéralisme s'exprime en faveur d'une limitation du pouvoir de la majorité à travers l'établissement de règles, et cela afin de renforcer la démocratie, non pas pour l'affaiblir ». (Hank, op. cit)

C'est pourquoi, selon l'auteur, qu'à Maastricht, **l'Union européenne s'est donné trois principes importants**, principes que même une décision de la majorité des pays ne devait pas avoir le droit de « jeter par-dessus bord ». Les voici, tout le monde les connaît :

« (1) Ce qu'on appelle les critères de Maastricht d'un déficit qui ne dépasse pas les 3% du PIB et une dette nationale qui ne dépasse pas 6°% du PIB.

(2) Plus important encore, une interdiction stricte de la solidarité fiscale, appelé "No-Bail-Out", puis,

(3) Une interdiction non moins stricte d'un financement d'Etat par la banque centrale. » (Hank, op. cit.)

Selon Hank, et c'est une évidence pour tous ceux qui suivent le feuilleton tragico-comique européen depuis deux ans, **ces trois principes fondateurs de l'union monétaire européenne ont désormais été totalement « kassiert »** (ce qui veut dire : jetés à la poubelle). Ce qui a comme conséquence selon Hank que...

« (...) l'Europe vit désormais sans règles et est en train de glisser vers un état d'anarchie totale, (« gesetzlos » / « sans lois »), laissant chaque jour un peu plus loin derrière elle l'Etat de droit ». (Hank, op. cit.)

6.7 Perspective d'avenir : Retour vers une Europe décentralisée et responsable

Hank est convaincu que le grand penseur libéral Hajek aurait de précieux conseils à donner à l'Europe et à la zone euro dans la crise actuelle, notamment celui de...

« ... restaurer rapidement dans son plein droit une vieille règle, celle de la liberté négative, tant aimée par Hajek et Isaiah Berlin : le principe du No-Bail-Out. Chaque Etat, chaque pouvoir territorial, a le loisir de gérer ses affaires à sa guise. Il peut également s'endetter à sa guise mais ne doit pas s'attendre à être secouru une fois que la faillite menace ». (Hank, op. cit.)

Hank, cela est évident, plaide en faveur **d'un retour vers une Europe au pouvoir décentralisé**, où les pays membres redécouvriraient avec des yeux nouveaux que c'est en vérité le principe de **concurrence** entre les entités décentralisées (les Etat-nations) qui après la Deuxième Guerre mondiale avait été le principe politique essentiel ayant permis que se produise le « **miracle européen** ».

Et ce sont donc les principes de **concurrence** et celui de la **responsabilité** de chaque pays membre pour l'état de ses finances, qui, aujourd'hui comme hier, doivent être considérés comme essentiels et supérieurs à toute forme de centralisme européen. C'est par ces deux principes que doit donc être restauré le pouvoir.

En conclusion, Hank recommande à la « démocratie majoritaire européenne » de s'en tenir...

« ... au décentralisme et à la règle du No-Bail-Out, qui sont à mon avis l'essence d'une nouvelle Rule of Law pour l'Europe. Ces deux principes suffisent largement pour garantir une Europe ouverte et solidaire » (Hank, op. cit.)

7. Conclusion

7.1 Une dernière fois la voix de Jens Weidmann : Retour à Maastricht

C'est ici, arrivé à la conclusion de cette réflexion sur la démocratie en Europe à l'heure de la crise de l'euro, que je voudrais revenir à mon point de départ.

J'étais parti, vous vous en souvenez, de la citation de l'économiste Kenneth Rogoff, qui, comme beaucoup de ses collègues, considère que la situation actuelle de l'euro est tellement dramatique qu'à l'heure actuelle, il ne reste aux Européens qui utilisant l'euro qu'une seule option s'ils veulent éviter la catastrophe: à savoir un approfondissement important de l'intégration Europe avec, de facto, un gouvernement économique et une union fiscale à 100%, ce qui, étant donnés les énormes déséquilibres structurelles entre les différents pays de la zone euro en termes de performance économique, nécessitera des transferts massifs et durables d'argent des pays dynamiques du Nord vers les pays sclérosés du Sud.

Au moment de conclure, je voudrais donc encore une dernière fois citer mon ami Jens Weidmann, qui est le président de la Bundesbank, au cas où vous ne vous en souvenez plus.

Dans l'interview déjà cité avec le quotidien économique allemand Handelsblatt (15 février 2012), il affirme en principe, comme Rogoff, que l'Europe d'aujourd'hui a le choix entre deux options pour affronter la crise, mais contrairement à l'économiste d'Harvard, qui ne nous laisse un choix qu'en apparence (soit vous créez les Etats-Unis de l'Europe, soit ce vous "Armageddon"), Jens Weidmann, lui, esquisse deux réelles options possibles pour l'Europe. Il dit :

« Il y a deux chemins pour parvenir à stabiliser l'euro et l'Europe: Le premier chemin est celui que, au départ, nous avons choisi à Maastricht. Il faudrait toutefois s'assurer que cette fois-ci les règles fiscales soit respectées. L'autre chemin possible conduirait à une intégration politique européenne substantiellement plus profonde, ce qu'en général on appelle l'union fiscale. » (Interview avec Jens Weidmann, op. cit.)

En réalité, il faut bien admettre que Weidmann, lui aussi, ne voit pour la zone euro qu'une seule option réellement possible. Contrairement à Rogoff toutefois, il n'évoque pas le scénario choc de la grosse catastrophe qui nous guette au tournant (scénario qui sert de levier pour le chantage largement pratiqué actuellement par plein d'acteurs, qui ont chacun des intérêts différents et massifs, comme les grandes banques - françaises et allemandes entre autres - ou Hedge

Funds etc.). La catastrophe, bien entendu, reste hélas toujours une option possible et ne peut être exclue...

Mais pour Weidmann, seul le retour aux principes de Maastricht (et ainsi aux principes de Hajek) est une option réaliste et prometteuse, car selon lui, les événements dramatiques qui se déroulent sous nos yeux depuis deux années ont largement démontré que les dirigeants européens, tout comme leurs populations respectives, malgré les beaux discours tenus jusqu'à la nausée sur la nécessaire « gouvernance économique européenne », ne sont pas prêts, ni au Sud ni au Nord, ni à l'Est de l'Europe d'ailleurs, à aller véritablement de l'avant pour accepter l'abandon quasi total de leur souveraineté dans le domaine économique et fiscal.

7.2 « Wer einmal lügt, dem glaubt man nicht » (proverbe allemand : Celui qui a menti une fois, on ne le croit plus)

Fort bien, cher Jens Weidmann, retournons donc à nos racines, retournons donc aux sains principes de Maastricht (qui sont toujours en vigueur, au moins en théorie) ! Je vous aime bien, cher Jens, mais ici, pour une fois, je dois néanmoins vous contredire ! Car vous semblez en effet oublier (ou vous n'osez pas le dire, car un président de la Bundesbank n'a pas le droit de dire tout ce qu'il pense) que l'histoire des dix années passées en zone euro a largement et donc suffisamment démontré que **ces très beaux principes de Maastricht sont simplement im-possible à imposer face à des Etats membres récalcitrants et culturellement imperméables à ces principes** que pourtant ils ont décidés d'un commun accord et scellés dans des traités ratifiés par les peuples européens et leurs aveugles représentants ! Personnellement, je suis, hélas, absolument convaincu de cette impossibilité à discipliner autant les élites au pouvoir que toutes ces populations qui en fait pour des raisons plus culturelles qu'autre chose, rejettent viscéralement les principes maastrichtiens, principes qu'on a certes adoptés en leur nom mais que, au fond de leur âme, ils ne sont pas plus prêts à accepter et à vivre que (par exemple) les hommes afghans ne sont prêts à accepter et à vivre l'égalité des sexes.

Selon Rainer Hank, le fameux « fiscal compact » de fin 2011, « définitivement » décidé en janvier 2012, n'aura, à terme, pas plus de muscle que feu le Pacte de stabilité et de croissance, d'ailleurs imposé jadis par le gouvernement Kohl contre la France entière qui s'était rebellée bec et ongle (en vain, cette fois-là, il est vrai, mais comme nous le voyons aujourd'hui, la victoire a été finalement sienne sur le long terme) :

« Pourquoi », demande Hank, « des démocraties qui ont l'habitude de suivre les décisions de majorité de leurs électeurs, pourquoi, après avoir jeté par-dessus bord leurs principes de stabilité une première fois (lors du non-respect du Pacte de Stabilité), pourquoi ces démocraties ne les jetteraient pas par-dessus bord une deuxième fois ? Celui qui ment une fois, on ne le croit plus ! » (Hank, op. cit.)

7.3 La discipline fiscale est impossible à imposer en Europe

Si vous n'êtes pas convaincus par mon noir scepticisme, imaginez simplement que demain (ou après-demain), malgré le beau « fiscal compact » qu'on s'est donc donné en décembre 2011, un nouveau gouvernement à Athènes (cela sera possible dès le mois d'avril prochain) ou à Rome, Madrid ou Lisbonne (ou à Paris, bien entendu, où comme vous le savez on votera bientôt et où les deux candidats continuent à vivre dans le déni le plus total de la réalité économique de leur pays³²), décide, avec le mandat clair de ses électeurs (et je vous garantis qu'on peut faire confiance à l'électeur grec, ou italien ou français, qui depuis des décennies, est fidèle à ses principes néfastes et ruineux !). Imaginez donc qu'un tel gouvernement fraîchement élu décide une n-ième fois (on se sait jamais, peut-être ça marchera cette fois-ci ?) d'en finir avec l'austérité, de s'émanciper enfin des pressions économiques des marchés financiers (et, partant, des lois de la gravité / *Schwerkraft*) et de s'engager joyeusement une nouvelle fois et sous les applaudissements de ses électeurs (et de Paul Krugman) dans un magnifique programme de stimulus digne de ce nom, donc lourd de quelques dizaines (ou centaines, peu importe, tant qu'on y est) de milliards d'euros (on essaie cela depuis des décennies en France, où ce Keynésianisme très particulier est même devenu la base du modèle économique du pays, avec comme seul résultat tangible une montagne gigantesque de dettes, un chômage structurel très élevé et une croissance faible), bref : ce nouveau gouvernement de la zone euro (en Grèce, en France, donc peu importe) se lance alors dans une politique en flagrante infraction aux règles du « fiscal compact » fraîchement ratifié et ancré dans la loi nationale de chaque pays membre de la zone. Imaginons donc cela³³. Alors, qu'allons-nous faire ?

³² Voir la couverture et le « briefing » de l'édition de l'hebdomadaire *The Economist* du 31 mars 2012.

³³ Vous allez me dire que les marchés financiers sauront empêcher cela en augmentant rapidement les taux d'intérêt de tout pays qui oserait se lancer dans une telle politique aventureuse. Mais tant que la BCE continuera à pomper des liquidités sur le marché en mettant de l'argent bon marché et quasi illimité à la disposition des banques (un billion d'euros jusqu'ici), et tant que ces banques utilisent ensuite cet argent pour acheter des obligations de dette de leurs pays (en empochant un joli profit), tout cela continuera à être possible... (Hans-Werner Sinn appelle cela « *monétarisation de la dette souveraine* », ce qui est formellement interdit par les statuts de la BCE...)

La Commission européenne, ou Angela Merkel toute furieuse, ou le pauvre Jens Weidmann qui fait son Obélix en retenant le souffle... peu importe... va donc réagir et... faire quoi en fait ??? Va-t-on alors, pour être convaincant, décider dans cette hypothèse fâcheuse de nouveau non-respect flagrant des règles de la zone euro (assez démocratique en principe, car conforme à la volonté des électeurs nationaux) d'envoyer Athènes ou à Rome ou à Paris un régiment de chars de combat allemands Léopard pour forcer ces brebis égarées à retourner sur le droit chemin ?

Il est certain qu'avec les raisons de la crise actuelle présentes à l'esprit, on aurait quelques bons arguments économiques en faveur d'une telle intervention (je plaisante bien entendu), car, comme nous l'avons vu, chaque gouvernement national qui s'approche dangereusement des falaises de la faillite, menace par son action ses partenaires plus vertueux d'être entraîné dans la chute fatale...

Bien sûr, tout le monde le sait : il n'y aura jamais – et Dieu merci ! - de chars allemands envoyés vers le Sud pour imposer la rigueur germanique dans les budgets méditerranéens, ni de lourdes sanctions financières comme celles prévues jadis par le Pacte de stabilité ou plus récemment par le « Fiscal compact », car, franchement, voulez-vous sérieusement infliger des milliards d'amendes à des Etats menacés de faillite ?

7.4 The grim law of the markets

Non non non, mon cher Jens Weidmann, je persiste donc et signe : il n'y aura pas, hélas, de moyen efficace pour imposer contre leur volonté une discipline fiscale et une culture de la stabilité aux pays culturellement récalcitrants de la zone euro. Il n'y en a simplement pas et il n'y en aura pas.

Ou peut-être, qui sait, à bien réfléchir, peut-être. Il pourrait y en avoir un finalement – si si, quand on y réfléchit, peut-être il y en a un en effet, mais ce moyen, hélas, ne se trouvera pas entre les mains des gouvernements européens, - et c'est sans doute là, justement, la raison qui fait qu'il existe !

Ce moyen d'exercer la discipline de façon stricte et fiable ne se trouve ni entre les mains des dirigeants européens, ni celles de Mme Lagarde du FMI, mais ce moyen a été, est et restera pour toujours seul celui des marchés financiers. C'est leur pouvoir de fixer, librement, les taux d'intérêts des pays débiteurs. Et il n'y a que ça qui marche.

Je citerai ici une nouvelle fois, pour enfoncer le clou, la belle et lapidaire conclusion d'un article du Economist déjà cité mais très clairvoyant à ce propos :

« When the rules fail, the markets assert their own grim discipline ». (Voters versus creditors, op. cit.)

Arrivé à ce pont déprimant de notre début de commencement d'analyse de la situation démocratique en Europe, et sur le point de nous quitter, qu'allons nous retenir ?

7.5 L'Etat-nation : le berceau de la démocratie de type européen, né il y a 1000 ans

J'ai bien peur d'être dans l'obligation de conclure sur une banalité, sur une vérité de la Palice (Binsenweisheit), que nos élites dans leur ivresse collective semblent toutefois avoir oubliée, élites qui ont eu la folie de vouloir promouvoir le projet européen en dépit et au mépris de deux grandes et très différentes autorités respectables à la fois: celle des peuples européens, d'une part, et celle des lois économiques fondamentales de l'autre.

La solution de nos problèmes, j'en suis intimement convaincu, résidera dans un retour vers des Etats-nations réunis dans une grande zone de libre échanges. C'est en rêvant d'une entité post-nationale (dans laquelle, nécessairement, les responsabilités des uns et des autres se diluent), qu'on en est arrivé dans l'« ère post-démocratique » (Hans Magnus Enzensberger) actuelle, et, par voie de conséquence, au bord de l'explosion économique d'abord, puis politique bientôt.

Les dirigeants européens, depuis 60 ans, ont systématiquement sous-estimé la solidité et la vigueur de l'Etat-nation, cette institution vieille de 1000 ans (un peu moins pour l'Allemagne certes, mais c'est vrai pour des grands pays vieux comme la France, le UK et d'autres). De cette institution, les élites européennes ont annoncé la mort plus d'une fois.

Or l'Etat-nation continue d'exister bel et bien, aussi bien dans les constitutions des pays européens que, encore plus peut-être, dans la tête de leurs citoyens.

Dans ma défense de cette vieille et vénérable invention européenne, qui seule a permis jadis l'émergence de la démocratie de type occidental (et, plus tard aussi, hélas, les pires nationalismes avec les conséquences désastreuses que nous savons), je citerai d'abord, très brièvement, un grand historien américain d'origine allemande, Walter Laqueur, dont vient de sortir un nouveau livre passionnant sur « la fin du rêve européen ». Son titre : « After the Fall : The End of the European Dream and the Decline of a Continent » (2011). Voilà ce qui dit sur l'Etat-nation.

*« During the early years of the twenty-first century, the mood in Europe toward the EU deteriorated markedly. It was only natural that the erstwhile European enthusiasm (Europe ma patrie!) did not last forever; a major historical process such as European unification was bound to suffer setbacks. There was **the tradition of thousands years of nation-states** and consequently the reluctance to give up sovereign rights, which had been taken for granted since time immemorial, and to pass them on to a largely anonymous institution whose supreme loyalty was not to a nation-state but to a community of nations.*

In these circumstances, it was only natural that critical and hostile attitudes would emerge and become stronger. (...) Such attitudes were present even while the economy was doing well (...). It was inevitable that as the economic situation worsened, attitudes would become more hostile.» (Laqueur, op.cit., page 43)

L'éditorialiste Klaus-Dieter Frankenberger de la FAZ confirme ce diagnostic d'un scepticisme croissant des citoyens européens vis-à-vis de l'Union européenne, et il en explique la raison. Selon lui, ...

« ...un certain euroscepticisme représente l'état normal des affaires européennes. Il serait bizarre s'il en était autrement. Mais au cours de la crise, les citoyens sont devenus plus méfiants. Leur attitude vis-à-vis de nouveaux abandons de souveraineté est devenue plus hostile parce qu'ils ne croient plus qu'un tel processus est capable de stabiliser l'Europe.

Pacte fiscal, Union fiscale, Union politique, tels sont les cris de bataille par lesquels les dirigeants européens tentent de pousser les citoyens européens à accepter cet appel à « mehr Europa » / (« plus d'Europe »), le choix donc d'un grand saut vers une véritable union politique, dont ils (les dirigeants) croient qu'il est indispensable pour sortir de la crise actuelle et pour ensuite surmonter les erreurs de construction manifestes de l'union monétaire.

Or, le problème, c'est que ce « plus d'Europe », ils l'appellent de leurs vœux (et même le traduisent déjà dans les faits) à un moment où trop de citoyens ont déjà perdu leur confiance dans le processus d'intégration européenne » (Mehr Europa – weniger Demokratie, FAZ, op. cit.)

L'éditorial de la FAZ conclut sur un ton résigné. Tout le monde sait que sans le soutien des citoyens européens, rien de valable ou durable ne pourra être achevé en Europe. Mais comment faire pour changer le scepticisme profond des citoyens européens, comment pourra-t-on les convaincre (comme le proposait le

philosophe Paul Scheffer) qu'un « plus d'Europe », une plus profonde intégration donc, et non pas le retour au chacun pour soi, est bel et bien la bonne réponse à la crise ?

« Ohne die Bereitschaft der Bürger zu weiterer, vertiefter Integration geht es nicht. Wie und was aber kann diese Bereitschaft wecken? » (FAZ, op.cit)

La crainte que Frankenberger formule dans la dernière phrase de son éditorial est que les citoyens, ayant perdu leur confiance en l'UE, puissent finir par perdre ensuite leur confiance en la démocratie elle-même. Ce qui selon lui pourrait alors conduire rapidement à une radicalisation politique et sociale difficile à maîtriser. « Que faire ? », demande-t-il désespérément, sans avoir de réponse à nous proposer:

« Dann käme zum Verdruss auf die Demokratie die politisch-soziale Radikalisierung. Da ist guter Rat teuer » (FAZ, op.cit.)

7.6 Absence d'une opinion publique européenne / Retour nécessaire à la Nation

Mais est-ce qu'il est vrai que, et si c'est le cas, qu'est-ce qui fait que la démocratie ne sait exister hors de l'Etat-nation ? Et pourquoi elle n'existera sans doute jamais au niveau supranational ?

« Zurück zur Nation » (Retour à la nation) est le titre d'un long article intéressant que je citerai ici, qui a paru dans la FAZ le 6 décembre 2011. La démocratie, y dit l'auteur, n'est simplement pas (pas encore ?) possible au-dehors de l'Etat-nation, car...

« ... il manque à l'Europe quelque chose de fondamental : une opinion publique commune » (FAZ op. cit)

Cela, mes collègues de Konstanz, Dirk Leuffen et Hanno Degner, le confirment d'ailleurs dans leur article de la Neue Zürcher Zeitung (Ohne Frieden kein Wohlstand / Pas de prospérité sans paix, 20 janvier 2012, quoique du bout des lèvres (cela les chagrine, je suppose, car ils sont jeunes et donc optimistes). Ils affirment que...

« ...l'opinion publique européenne, dont l'absence a souvent été déplorée, est en train de naître ». (FAZ, op. cit.)

J'aimerais beaucoup que l'histoire de l'Europe des années à venir leur donne raison.

7.7 Des cultures politiques européennes incompatibles

Mais je ne le pense pas, non, je suis désolé, car il est évident pour moi que, quand on aborde aujourd'hui les questions de l'euro et celle de savoir comment on sortira de cette crise dangereuse qui nous menace, il n'y a pas au sein de l'Union européenne UNE opinion publique européenne. Le problème c'est qu'il y ait au moins 27, radicalement différentes les unes des autres, et 17 opinions publiques radicalement différentes au sein de la zone euro (il faut ajouter à cela les grandes divergences internes aux différents pays).

Dans chaque pays, l'opinion publique garde une façon totalement nationale de voir les problèmes contemporains, et il se trouve que cette façon est radicalement différente de celle qu'ont les citoyens ailleurs. Pour s'en apercevoir, il suffit largement de comparer les commentaires qui paraissent dans la Frankfurter Allgemeine Zeitung avec ceux qui paraissent dans Le Figaro, les éditoriaux dans la Süddeutsche Zeitung avec ceux qui paraissent dans Le Monde et cetera. A lire ainsi en parallèle la presse franco-allemande ou européenne pour ce qui s'écrit ici et là sur la crise de l'euro, on a l'impression que les journalistes ne parlent absolument pas du même événement, tellement sont énormes les différences de vue et de perspective, - et les conclusions et propositions de solution !

7.8 Une vraie démocratie appliquée aux hypothétiques « Etats-Unis de l'Europe » donnerait des résultats absurdes

D'ailleurs, dans l'état actuel des choses, en décidant une véritable démocratie parlementaire à l'échelle de la zone euro, avec par exemple des législatives proportionnelles à l'allemande, il y a de fortes chances qu'on obtienne alors, dans un Parlement européen renforcée et susceptible d'élire en son sein le chef d'un gouvernement européen, une forte majorité de députés originaires de ceux des pays qui ont tout intérêt à ce que le flot de milliards d'euros de crédits continue à couler vers le sud pour l'alimenter. Ainsi, dans ce parlement, ceux qui sont les représentants des pays seuls capables de financer ces transferts d'argent (en risquant de se ruiner à leur tour à la fin), se trouveront constamment mis en minorité, et la majorité des représentants des PIIGS élargies pourraient donc imposer aisément à la minorité des pays plus riches la continuation de ces transferts.

C'est une situation qui existe déjà en germe aujourd'hui au sein du directoire de la BCE, où les pays du nord sont régulièrement mis en minorité par ceux qui souhaitent que la banque continue à acheter leurs obligations pour soulager la pression que les marchés exercent sur eux.

Certainement, il s'agit là d'une perspective séduisante pour les populations du sud, qui du coup seraient enfin libérées du joug de ces « talibans de la rigueur » de l'espèce d'Angela Merkel et Cie. Les habitants du nord, en revanche, risquent fort d'éprouver moins de plaisir à vivre cette nouvelle forme de démocratie à l'européenne.

Ce que je veux dire par là, c'est qu'une démocratie à l'échelle européenne, dans l'état actuel des choses, ne pourrait aboutir qu'à une situation totalement absurde et profondément antidémocratique. Et cet état de choses ne changera certainement pas avant quelques décennies, et sans doute jamais.

7.9 Il y a (au moins) *deux Europe* !

Si vous trouvez tout cela trop pessimiste, je suis prêt à faire une concession. Je pourrais vous dire que peut-être y a-t-il aujourd'hui en Europe non pas 27 ou 17 mais, grosso modo, seulement deux sortes d'opinions publiques qui s'affrontent : l'une est celle qui représente la majorité des populations dans les pays économiquement dynamiques du nord, et l'autre est celle qui est majoritaire dans les pays du sud.

Si vous m'accompagnez dans cette concession, on pourrait alors suivre, pourquoi pas, les conseils de l'ancien patron de patrons allemands Hans-Olaf Henkel qui, dans un livre paru en 2010³⁴ avait déjà proposé, au grand dam des « mainstream media », **la création de deux zones euro, l'une, justement, au sud, l'autre au nord**³⁵.

La question intéressante à discuter, dans une telle perspective (dont je sais qu'elle ne plaira pas davantage à mes lecteurs que les autres que j'ai esquissées), serait alors celle, explosive et cruciale, de savoir dans lequel des deux camps se trouverait... la France. Ce qui est sûr, c'est que le temps est proche où elle devra choisir son camp : **Club Med ou pas Club Med, that's the question...**

Mais je vous propose d'en rester là pour l'instant et d'attendre le résultat des élections présidentielles françaises. Selon d'éminents économistes (Jean

³⁴ Hans-Olaf Henkel, "Rettet unser Geld!" (Sauvez notre argent !), 2010

³⁵ Face aux carences institutionnelles insurmontables de la zone euro, Nouriel Roubini propose désormais quelque chose d'aussi radical : « A Divorce Settlement for the Eurozone », un scénario où cinq pays quitteraient l'union monétaire : Portugal, Irlande, Italie, Grèce et Espagne. Il conclut : « *We have divorce laws because amicable divorce is better for all concerned than enduring the chronic depressions that accompany bad marriages. The eurozone should devise plans for orderly exit sooner rather than later, because delaying often makes break-up more costly* » (Financial Times, 2 avril 2012)

Peyrelevade l'a annoncé explicitement dans une conférence à Sciences Po Grenoble le 1 mars 2012), la crise de l'euro va très rapidement s'enflammer à nouveau peu de temps après. Et la France se trouvera alors au pied du mur.

A suivre donc, to be followed, Fortsetzung folgt...

Bibliographie :

(Les articles et livres cités dans le corpus du texte se trouvent dans l'ordre de leur apparition)

Germany has been the winner in the globalization process,

Interview with Kenneth Rogoff, a renowned Harvard US economist, Spiegel online international, February 20th, 2012

Europe's Road to Nowhere (part 2) / Bad road ahead...

Satyajit Das, EconoMonitor, a blog from Nouriel Roubini, January 13th, 2012

Une révolution par le haut

Etienne Balibar, philosophe français d'extrême gauche, Libération, 23 novembre 2011

Stabilität vor Volksentscheid: Der Schamfleck ist die Geldverachtung (La stabilité est plus importante qu'un referendum: Notre tâche de honte, c'est le mépris de l'économie)

Ernst-Joachim Mestmäcker, Frankfurter Allgemeine Zeitung, 18 novembre 2011

Ponzi Planet, The danger debt poses to the western world

Alexander Jung, Spiegel online international, January 5th, 2012

Voters versus creditors, Market discipline works when other controls fail

The Economist, November 19th, 2011

EU can no longer play the war card

Le philosophe Paul Scheffer dans De Morgen, Brussels, 19 janvier 2012

Rule by technocracy

The Economist, November 17th, 2011

Postdemokratie: Europa schafft sich ab (Post-démocratie: L'Europe s'abolit elle-même)

Dirk Schümer, Frankfurter Allgemeine Zeitung, 30 janvier 2012

A Greek bearing gifts, George Papandreou chose the wrong time to call for a referendum

The Economist, November 5th, 2011

Europe against the people? Efforts to save the euro cannot run against the will of the voters indefinitely

The Economist, November 12th, 2011

Political Commitment

The Economist, February 10th, 2012

Im Gespräch : Ökonom Hans-Werner Sinn : „Wir sitzen in der Falle“ (Nous sommes pris au piège), Interview avec l'économiste Hans -Werner Sinn (président de l'institut IFO, Munich),

Frankfurter Allgemeine Zeitung, 17 février 2012

Wir haben die Wahl : Sieben vorläufige Thesen zur Demokratie in Europa (Nous avons le choix: Sept thèses provisoires à propos de la démocratie en Europe)

Bernd Ulrich, Die Zeit, 13 novembre 2011

L'Allemagne va-t-elle perdre sa note AAA ? C'est très improbable...

Interview de Jens Weidmann, actuel président de la Bundesbank, Les Echos, 19 décembre 2011

La Grève devra-t-elle rembourser des hedge funds au nom des droits de l'homme ?

L'Expansion, 19 janvier 2012

Interview Jens Weidmann: „Die Regierungen müssen den Euro retten – nicht die Notenbanken“ (C'est aux gouvernements de sauver l'euro, non pas aux banques centrales)

Handelsblatt, 15 février 2012

Mehr Europe, weniger Demokratie (Plus d'Europe – moins de démocratie?)

Editorial de Klaus-Dieter Frankenberger, Frankfurter Allgemeine Zeitung, 7 février 2012

Krisenopfer, Wer den Euro haben will, muss sich einem strengen Regime unterwerfen. Was ist daran so neu? (Victimes de la crise : Ceux qui veulent profiter de l'euro, doivent se soumettre à un régime sévère. Mais cela, on le sait depuis longtemps !)

Editorial de Klaus-Dieter Frankenberger, Frankfurter Allgemeine Zeitung, 9 novembre 2011

Europa in der Welt von heute (L'Europe dans le monde d'aujourd'hui)

Lars P. Feld, l'un des six « Sages », un groupe d'économistes qui conseillent le gouvernement allemand sur la situation macro-économique ; essai paru dans Frankfurter Allgemeine Zeitung, 16 février 2012

Die Gefahren der Demokratie : Was Hajek über die Eurokrise weiss (Les dangers de la démocratie: Ce que Hajek aurait à nous dire sur la crise de l'euro)

Rainer Hank, Frankfurter Allgemeine Zeitung, 5 décembre 2011 (texte d'une conférence que l'auteur a tenue à l'occasion de la remise d'un prix à la Fondation Hajek le 4 novembre 2011)

Europa in der Krise: Zurück zur Nation (L'Europe en crise: Retour à la Nation)

Dirk Schümer, Frankfurter Allgemeine Zeitung, le 6 décembre 2011

Ohne Frieden kein Wohlstand (Il n'y a pas de prospérité sans paix)

Mes collègues de l'université de Konstanz, Dirk Leuffen et Hanno Degner, Neue Zürcher Zeitung, 20 janvier 2012

After the Fall: The end of the European Dream and the decline of a continent

Walter Laqueur, 2011, Thomas Dunne Books, St. Martin's Publishing Group, 336 Pages